

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 51
JEUDI 12 MARS 1970

LIBÉREZ NOS CAMARADES



Ci-contre Jean THIRIOT :

Ouvrier d'usine à Lyon, ancien dirigeant fédéral du P.C.F. dans les Vosges, ancien secrétaire de la section P.C.F. de Remiremont, ancien secrétaire de l'Union locale C.G.T. de Remiremont, militant resté fidèle au marxisme-léninisme en défendant la Pensée de Mao Tsé-toung, Léninisme de notre époque.

Tandis que les dirigeants révisionnistes péroreront fréquemment à la télé ou à la radio, les marxistes-léninistes sont jetés en prison.

TRAVAILLEURS !

Jugez vous-mêmes : qui sont les véritables communistes révolutionnaires, ceux auxquels le Pouvoir des monopoles capitalistes accorde ses antennes ou ceux qu'il redoute au point de les embastiller ?

LIBEREZ Jean THIRIOT ouvrier, **Patrick BERNIER**, professeur, **Alain FILOU**, employé, **André MARIE** et **Bernard REY**, étudiants, jeunes militants du MANS et de LYON également emprisonnés depuis le 18 février à la prison de la Santé sous l'inculpation de « Reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France » arbitrairement dissous le 12 juin 1968.

Front Uni contre la répression de la bourgeoisie !

Union et action contre la fascisation !

Le fascisme ne passera pas !

A bas le capitalisme ! Vive le socialisme !

L'Humanité Rouge.

SEMAINE DE LUTTES

Depuis deux semaines les lecteurs de l'Humanité Rouge ont pu s'apercevoir de l'absence momentanée de la semaine de lutte. La raison en est simple, notre journal vivant sur ses propres forces, la semaine de lutte a laissée sa place à un événement de beaucoup plus important ; c'est la répression du pouvoir monopoliste d'Etat, au domicile des militants marxistes-léninistes (perquisitions, arrestations), 5 militants sont aujourd'hui écroués à la prison de la Santé. Exigeons la libération des emprisonnés politiques en créant des comités de lutte contre la répression, contre la fascisation.

PROLONGEMENT DES LUTTES :

- **ENCYCLOPEDIA - UNIVERSALIS A PARIS** : Deuxième mois de grève pour l'augmentation uniforme des salaires, et le 14^e mois.
- **MINES DE POTASSE D'ALSACE A MULHOUSE** : Depuis le 23 janvier, les mineurs observent chaque samedi une grève pour leurs revendications.
- **HISPANO-SUIZA A BOIS-COLOMBES (HAUTS-DE-SEINE)** : Depuis le 16 février des débrayages sont effectués dans les ateliers pour la satisfaction des revendications.
- **USINE S.A.F.E. (Société des Aciers Fins de l'Est) A HANGONDAGE** : 190 ouvriers du train à fil et du service contrôle métallurgique sont en grève depuis le 27 février pour les salaires.
- **USINE PEUGEOT D'AUDINCOURT, VALENTIGNEY ET PONT-DE-ROIDE** : Grève des ouvriers de l'outillage depuis plus d'une semaine pour leur classification.
- **AIR LIQUIDE** : La grève déclenchée à l'usine de Mondville s'est étendue à plusieurs agences de distribution (Cherbourg, Lillebonne, Petit-Quevilly, Le Havre, Evreux, Chalon-sur-Saône, Blanc-Mesnil, Feyzin et Pierrelate).
- **C.A.M.P. A PARIS-11^e** : Grève de solidarité du personnel, depuis le 25 février pour soutenir les revendications des 17 O.S. 2 qui lutte pour une augmentation horaire de 0,30 F.

LUNDI 2 MARS

- **R.A.T.P.-R.E.R. NATION-BOISSY-SAINT-LEGER** : Grève de 24 heures pour la sécurité des usagers et des agents R.A.T.P. Depuis la mise en circulation de ces rames plusieurs accidents ont eu lieu : une fillette traînée sur plusieurs mètres, un voyageur coincé entre les portes, etc... D'autre part ces rames peuvent comprendre 3-6 ou 9 voitures pour un seul agent. Les rames de 9 voitures font 225 mètres de long et peuvent contenir 2.500 voyageurs. Pour remédier à ces questions de sécurité la direction de R.A.T.P. préconise « une affiche pour éduquer les usagers ». Non ! les usagers et les agents de la R.A.T.P. n'ont que faire de « conseils et des méthodes éducatives » de ces agents de la bourgeoisie, ils imposeront les conditions de sécurité nécessaire pour les usagers et pour les agents R.A.T.P.

- **ATELIERS DE LA R.A.T.P. (VAUGIRARD) A PARIS** : Grève pour les salaires.
- **ATELIERS R.A.T.P. DE CHOISY A PARIS-13^e** : Grève de 24 heures pour un véritable reclassement du personnel ouvrier.
- **PERSONNEL ENSEIGNANT D'EURE-ET-LOIRE** : Grève pour protester contre le retard du paiement des instituteurs remplaçants et pour une meilleure formation professionnelle. Une manifestation de 500 personnes a eut lieu dans les rues de Chartres après un meeting.

MARDI 3 MARS

- **COMPTEURS-CONTINENTAL-GARNIER A LYON** : Grève des ouvrières sur presses pour les salaires.
- **ETABLISSEMENT YUMBO (BENNES HYDRAULIQUES) A GENAS (RHONE)** : Les ouvriers arrêtent le travail et occupent l'usine pour une augmentation de salaire.
- **COMPAGNIES DES SIGNAUX D'ENTREPRISES ELECTRIQUES A BREST** : Grève des ouvriers pour une augmentation de salaire.

MERCREDI 4 MARS

- **A ROANNE (LOIRE)** : Manifestation de 1.200 travailleurs dans les rues de la ville contre le licenciement d'un secrétaire syndical des Papeteries Navarre. De nombreux débrayages ont lieu dans les usines de la métallurgie et de l'habillement. La grève avec occupation des trois usines des Papeteries Navarre se poursuit.
- **CARTONNAGE RAFFESTIN A JOUET-SOUS-L'AUBOIS (CHER)** : Grève pour une augmentation horaire de 0,23 F. La plupart des ouvrières sont payées au S.M.I.C.
- **USINE AIR INDUSTRIE DANS LA SEINE-SAINT-DENIS** : Débrayage pour l'augmentation des salaires.
- **P. ET T. A PERPIGNAN** : Les facteurs font grève 24 heures.
- **P. ET T. A ROUEN-GARE** : Grève du personnel du Centre-Tri qui réclame des effectifs supplémentaires.

JEUDI 5 MARS

- **PAPETERIES DE NANTERRE** : Les propositions patronales étant jugées insuffisantes, grève de 24 heures des 300 ouvriers qui exigent également la réintégration d'un militant ouvrier.
- **CELLULOSE S.I.C.A. A ALIZAY (EURE)** : Arrêts de travail, mercredi et jeudi, pour faire échec aux prétentions patronales tendant à remettre en cause le calcul de la prime de production.

VENDREDI 6 MARS

- **S.C.E.M. A SAINT-ETIENNE** : Débrayages quotidiens des 430 ouvriers de cette entreprise de machines outils pour leurs salaires.

EN AVANT VERS LES 15 MILLIONS

L'H.R. appelle à la solidarité financière avec les emprisonnés, pour le soutien aux familles et les frais de justice.

Camarades, souscrivez !

Rectification oubliée dans le n° 50, mais comptabilisés à la souscription portée au n° 50.

| | | | |
|--|-----------------------------------|-------|---|
| 1 militant étudiant | Aix | 100 | F |
| 1 militante étudiante | Aix | 50 | F |
| Un ouvrier electricien | Il fallait lire Paris | | |
| fac de Sciences | et non Toulon | 7 | F |
| 2 sympathisants à l'étranger | Sans pays d'origine à la place de | | |
| | Rosny | 200 | F |
| Pour la naissance de leur premier enfant | Rosny à la place de Jarnac | 45,40 | F |
| J.V. | Jarnac | 20 | F |
| Dans le n° 47, il fallait lire : | | | |
| C.D.H.R. | Rennes | 390 | F |
| Immigrés rennais | Rennes | 25 | F |

Toutes ses sommes ont été comptabilisées et ne changent donc pas le total général actuel.

| | | | |
|--|-----------------------|------------|---|
| Total de la souscription au n° 51 | | 104 703,30 | F |
| P.E. | St-Prévoit | 10 | F |
| C.D.H.R. Clignancourt | Paris | 50 | F |
| C.D.H.R. Grignon | Grignon | 24 | F |
| Anonyme | Buc | 4,20 | F |
| Des travailleurs | Rennes | 55 | F |
| C.D.H.R. | Rennes | 91 | F |
| C.D.H.R. Cité Universitaire | Paris | 120 | F |
| C.D.H.R. Orly ville | Orly | 55 | F |
| Un réfugié politique espagnol | | 10 | F |
| 3 sympathisants H.R. | St-Maur | 12 | F |
| C.D.H.R. | Montreuil | 100 | F |
| Anonyme ANSJF | Paris 14 ^e | 5 | F |
| Des travailleurs (vente de vieux papiers) | Paris 20 ^e | 200 | F |
| Souscription à la librairie le Phénix | Paris | 35 | F |
| 1 C.D.H.R. | Lyon | 65,50 | F |
| C.D.H.R. | Palaiseau | 60 | F |
| D'anciens résistants du 11 ^e (mars) | Paris | 25 | F |
| C.D.H.R. | Rouen | 69 | F |
| 1 ouvrier | Rouen | 10 | F |
| C.D.H.R. | Montrouge | 550 | F |
| C.D.H.R. Blanqui | Paris 13 ^e | 200 | F |
| C.D.H.R. Guy Moquet | Paris 18 ^e | 50 | F |
| Total | | 106 504 | F |

LES EDITIONS DE LA COMMUNE DE PARIS PUBLIENT LEUR PREMIER LIVRE : « LENINE ET L'ORGANISATION ».

Nous sommes heureux de saluer la sortie du premier livre édité par les Editions de la Commune de Paris. Fondée par des marxistes-léninistes, cette maison d'édition a choisi, nullement par hasard, de se référer, dans sa raison sociale, à l'événement capital dont on célébrera le centenaire l'année prochaine : la première révolution prolétarienne de l'histoire, la commune qui triompha durant 70 jours dans notre capitale, la Commune de Paris. Mais c'est aussi tout un symbole que le premier ouvrage qu'elle publie sorte des presses précisément à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Lénine et concerne une question à laquelle le nom prestigieux du grand dirigeant de la Révolution d'Octobre reste et restera indissolublement lié : l'organisation d'un Parti révolutionnaire prolétarien.

Pendant près de 20 ans, Lénine lutta avec opiniâtreté et clairvoyance pour créer, puis édifier le Parti de type nouveau dont avait besoin le prolétariat russe pour monter victorieusement à l'assaut du pouvoir qui l'exploitait. Il en précisa les fondements idéologiques dans « Que faire ? » en 1902. Puis il en défini les principes d'organisation dans « Un pas en avant, deux pas en arrière » en 1904. L'année suivante, en 1905, il en détermina les principes tactiques dans « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ». En

fin en 1909, il est élaborés les principes théoriques dans « Matérialisme et empirio-criticisme ».

« Lénine et l'organisation » publié à l'époque de la bolchevisation du P.C.F. traite des mesures organisationnelles appliquées par Lénine dans la construction du parti bolchevik. Une préface, qui a la valeur d'un guide pour l'étude extrêmement clair et précis, présente différents textes de Lénine sous la plume du directeur de la section d'organisation du Comité exécutif de l'Internationale Communiste en 1928. Qu'il nous suffise d'en indiquer les têtes de paragraphes pour accrocher la curiosité et l'intérêt du lecteur :

- Conditions dans lesquelles fut créé le Parti bolcheviste ;
- La scission entre bolcheviks et mencheviks ;
- L'organisation des cellules d'entreprise ;
- L'organisation du Parti ;
- La lutte avec les liquidateurs ;
- Le parti, avant-garde de la classe ouvrière ;
- La discipline du parti et l'unité du parti ;
- Le testament de Lénine.

Bien entendu le Parti de type nouveau fondé par Lénine devint, comme on le sait, un exemple universel pour tous les communistes, tous les révolutionnaires prolétariens du monde.

C'est dire combien les marxistes-léninistes et leurs

amis accueilleront avec intérêt et satisfaction une telle publication. Le tirage en a été fixé en fonction des faibles moyens financiers mis en œuvre. Le prix de vente a été déterminé au niveau le plus bas possible, compte tenu du prix de revient, des frais généraux et des impôts.

« L'Humanité Rouge » engage tous les C.D.H.R., ses lecteurs, ses amis à contribuer au succès de diffusion de « Lénine et l'organisation ». Les Editions de la Commune de Paris ne pourront en effet publier un nouvel ouvrage qu'après que le produit de la vente de ce premier livre aura couvert intégralement la première mise de fonds.

Ajoutons qu'il appartient à tous de se mobiliser pour effectuer des démarches auprès de librairies (progressistes ou seulement commerciales) dans toute la France, en vue de faire connaître cette nouvelle maison d'édition et engager le secteur commercial à lui passer des commandes.

Amis lecteurs de « L'Humanité Rouge », n'attendez pas, le tirage est faible, passez immédiatement votre commande provisoirement par notre intermédiaire en précisant la mention (dans la correspondance) : « Editions de la Commune de Paris ».

Prix de l'exemplaire : 6,00 F (frais d'expédition : 2,00 F en sus).

COMMANDEZ L'AFFICHE POUR LES M.-L. EMPRISONNÉS

NANTES

VENDREDI 20 MARS - 20 H 30

CINEMA « LE PARIS »

rue du Général-Buat

Conférence-débat de

HAN SUYIN

sur « La femme en Chine »

EN VENTE A L'« H. R. »

— « Collaboration ou lutte de classe »

Contribution d'un cheminot à l'étude des problèmes tactiques et stratégiques posés à la classe ouvrière.

2,50 F (4,50 F contre envoi).

— « Le Président Ho-Chi-minh, leader vénéré du peuple vietnamien », par Truong-Chinh. suivi de « Procès de la colonisation », de Ho-Chi-minh (1923).

2,00 F (2,80 F contre envoi).

— Histoire du Parti du Travail d'Albanie.

Premier chapitre : 2,00 F (2,80 F contre envoi).

Deuxième chapitre : 2,00 (2,80 F contre envoi).

— « Plate-forme des marxistes-léninistes sur le front étudiant ».

0,50 F (0,90 F contre envoi).

— « En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat ».

2,00 F (2,80 F contre envoi).

— « Unification des marxistes-léninistes et lutte de classes ».

Extraits de « L'Humanité Nouvelle » et d'autres documents (novembre 1963 - Mai 1968).

3,00 F (5,70 F contre envoi).

— « Rapport politique du Camarade Jacques Jurquet », présenté au premier congrès du P.C.M.L.F. (décembre 1967).

1,00 F (1,80 F contre envoi).

ÉDITORIAL

Nanterre : Oser lutter, oser vaincre

Deux raisons ont poussé la bourgeoisie à envoyer ses flics à Nanterre : **La lutte des étudiants contre l'enseignement bourgeois, l'unité des travailleurs et des étudiants.**

— Les étudiants critiquaient, séchaient les cours, boycottaient les examens ; cela jusque dans une faculté que la réaction considérait comme un de ses bastions (65 % de votants avaient élu un conseil à majorité fasciste) : la faculté de droit.

La fonction de l'université n'était plus remplie de façon satisfaisante : mauvaise diffusion de l'idéologie justificatrice du Capital, rôle de sélection sociale des examens compromis.

— Pire encore pour la bourgeoisie : les plus révolutionnaires des étudiants rejetaient leurs privilèges, se liaient aux travailleurs dans leur lutte contre le capitalisme — en particulier avec les plus exploités d'entre eux, les travailleurs immigrés. Ils créaient une crèche dite sauvage où se retrouvaient les enfants des travailleurs et ceux des étudiants. Ils voulaient ouvrir aux jeunes ouvriers les installations sportives luxueuses du campus universitaire. Ils intervenaient pour défendre les travailleurs immigrés du restaurant universitaire contre la direction et ses valets, les responsables de la C.G.T. Ils luttèrent pour que les ouvriers mangent au restaurant universitaire pour le même prix que les étudiants (1,65 F au lieu de 4).

MESURES REPRESSIVES

Il fallait pour la bourgeoisie mettre bon ordre. La politique réformiste avait fait faillite : la carotte sans effet, on dut recourir au bâton. La bourgeoisie commit d'abord l'erreur de faire appel aux groupuscules fascistes : ils ont reçu une raclée et qui plus est avec l'aide de la « majorité silencieuse ». Nouvelle provocation, nouvel échec : la violence révisionniste fut balayée. Il ne restait plus que les matraques et les grenades de la police.

La fraction la plus réactionnaire des enseignants bâtit la fable de la délinquance juvénile ; les vieilles hypocrites du syndicat autonome prétendirent que leur vertu était menacée. Au conseil transitoire de gestion, cet organisme bidon, qui prétend diriger la faculté de Lettres, Beaujeu, l'ancien assesseur du doyen Grappin qui avait fermé la faculté en Mai 68, l'ancien doyen qui avait imposé les appariteurs musclés en janvier 69 lança un ultimatum : ses collègues cesseraient leurs fonctions si leur « sécurité » n'était pas assurée. Ricœur, le nouveau doyen s'empressa de céder au chantage de l'ancien, et se chargea, après que le conseil eut voté la possibilité permanente pour la police d'intervenir sur le campus, de justifier (mensonges, racisme, voir H.R. n° 50) la mesure devant l'opinion publique.

PREMIERES RIPOSTES

La collusion entre le doyen et le gouvernement fut manifeste.

Le vendredi 27, à l'heure précise où les nouvelles mesures les y autorisaient les flics se mettent à parader sur le campus. Les étudiants ont été conscients de la **nécessité de ne pas reculer**, ils n'ont pas longtemps toléré les provocations des flics : très vite, plusieurs centaines d'étudiants, se regroupent spontanément, approuvés par une sympathie générale, ébauchent des barricades, crient : « **Les flics hors du campus ! C.R.S.-S.S. ! A bas l'État policier !** ». La prétention des flics se heurte à des jets de pierres. Les harcèlements se prolongent toute la journée sur le campus et à l'intérieur de la Faculté de Lettres où les forces de police n'hésitent pas à pénétrer. Malgré leur manque de préparation et de moyens de défense, les étudiants avaient **riposté, ils étaient décidés à riposter encore.**

Lundi 2, devaient normalement se dérouler en Droit des examens partiels ; une trentaine de nazis du Groupe Union Droit, solidement armés, prétendent les protéger. Aux cris de « Nazis à la porte », « le fascisme ne passera pas », les marxistes-léninistes et le comité d'action soutenus par la masse des étudiants les désarment et les expulsent. Les fascistes en déroute se réfugient derrière un cordon de flics qui, très opportunément pour eux s'était déployé autour du restaurant universitaire. La coordination entre mouvements pro-nazis et forces de police se manifestait ainsi avec évidences pour tout le monde. Protégés par les flics, le G.U.D. attaque à coups de pierre les étudiants qui les poursuivent ; ceux-ci répliquent ; les flics chargent. Les affrontements se poursuivent toute la journée ; ils entraînent un nombre croissant d'étudiants aux côtés des premiers combattants. L'impuissance des flics décuple leur rage, ils ratonnent à l'intérieur de la faculté comme sur le campus étudiants et enseignants, ils envahissent au soir des bâtiments de la cité universitaire.

La sympathie du début, la haine confuse des flics, se transforment en action : on gagne les masses dans la lutte. **Il n'y a plus de « majorité silencieuse » : Elle crie : « Collusion flics-fascistes ! A bas l'état policier ! »**

LA RIPOSTE S'AMPLIFIE ! VICTOIRE !

Le lendemain, des milliers d'étudiants assistent dans chaque fac à des meetings contre la présence policière. Concrétisant l'union combattante des deux facultés, les étudiants de Droit se dirigent en manifestation vers la faculté de Lettres.

A contre courant de l'esprit offensif des masses, le P.S.U. et la Ligue trotskyste s'évertuent à démobiliser, à diviser le mouvement, ce qui ne va pas sans vives contradictions dans leurs rangs.

La Ligue critique la liaison étudiants-travailleurs, dénonce « l'escalade de la lutte contre la répression », attaque publiquement les « maoïstes ».

Le P.S.U. ne trouve rien de mieux à proposer qu'une « manifestation pacifique ».

Une manifestation se forme pour chasser les flics du campus ; elle n'est pas pacifique. Les heurts sont presque immédiats les pavés répondent aux grenades, les étudiants se retranchent dans les facultés, organisent l'auto-défense, le harcèlement, les contre-charges. Plusieurs fois ils font reculer les brigades d'intervention, la police anti-émeute, les gardes-mobiles qui jamais n'ont pu envahir les facultés.

Plusieurs milliers d'étudiants participaient à la défense de leurs facultés : la presque totalité de ceux que les activités d'études y regroupent chaque jour. Il ne s'agissait certes pas là d'actions minoritaires coupées des masses.

Jamais la mobilisation et la détermination n'avaient été si fortes ; la preuve était donnée que les masses, unies, osant lutter pouvaient résister aux forces policières et les faire reculer.

BESTIALITE POLICIERE

La police que la ferme défense des facultés avait frustrée de victimes se vengea comme elle put : incendie de salles administratives de la faculté des lettres, destruction systématique des voitures des étudiants et des enseignants, attaque du restaurant universitaire, tentative d'asphyxie à la grenade des étudiants qui s'y trouvaient, matraquage de ceux qui sortaient pour respirer, bris de matériel.

La bourgeoisie dans sa propagande ne manquera pas de chiffrer les dégâts des événements de Nanterre et d'accuser les étudiants de la ruine du contribuable ; les dégâts sont essentiellement le fait des destructions policières, accessoirement des nécessités de la défense. La responsabilité des destructions incombe au seul pouvoir : **devant l'agression policière les étudiants devaient refuser de se soumettre et résister.**

VIVE LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DE MASSE !

« Là où il y a oppression, il y a révolte » (Mao), et cette révolte est juste : c'est cette vérité que tentent toujours d'étouffer les opportunistes, les droitiers, les liquidateurs.

Ce que les révisionnistes ont condamné à Nanterre, c'est la violence révolutionnaire, ils ne s'en cachent pas ; mais parmi ceux-là même qui se réclament de la révolution il existe des courants liquidateurs : trotskystes de l'A.J.S. et de la Ligue, sociaux-démocrates du P.S.U.

Tout comme les révisionnistes, ils négocient avec le ministère de l'Intérieur pour faire leur meeting, (vendredi sur le campus de Nanterre), et dirigent leur service d'ordre contre les étudiants qui s'étaient battus, contre les « maoïstes », et non contre les flics. Ils coopèrent avec le pouvoir, pactisent avec police, essayent de liquider le mouvement de masse.

Le pouvoir a déclenché la répression contre les étudiants à Nanterre parce que la liaison des travailleurs et des étudiants l'effrayait. Il cherche à isoler le mouvement étudiant ; il a recours à la violence par principe contre tout ce qui menace l'ordre capitaliste.

Le mouvement étudiant doit continuer à opposer à la violence étouffante du pouvoir capitaliste la violence révolutionnaire, il doit persister à se lier dans la lutte à la classe ouvrière.

**Vive l'unité
travailleurs-étudiants**

Abonnez-vous...

| | |
|-----------------------------|--------------------------|
| Nom | abonnement ordinaire : |
| Prénom | 20 F pour 6 mois |
| Adresse | 40 F par an |
| | abonnement de soutien : |
| | 40 pour 6 mois |
| | 80 par an |
| C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE » | abonnement pour |
| 30226.72 Centre La Source | l'étranger (par avion) : |
| | 120 F par an |



FRONT OUVRIER

Montpellier : La vérité sur un foyer de travailleurs

Depuis quelques temps, on a pu lire dans les journaux réactionnaires locaux, et en particulier dans le « Midi Libre » une série d'articles concernant le foyer des travailleurs migrants à la Paillade.

Ce foyer a été construit à l'initiative de l'Association de Soutien aux Travailleurs Migrants, organisation charitable et réformatrice pleine de bonne volonté, mais inconséquente et financé par le Fond d'Action Sociale.

Les représentants locaux de la grande bourgeoisie ultra-réactionnaire, le conseil municipal ont sauté sur l'occasion pour montrer leur « générosité », tromper l'opinion publique, se faire passer pour des amis des travailleurs et du peuple et camoufler le trafic d'esclaves que la bourgeoisie organise sur le dos des travailleurs immigrés.

Après tous les mensonges qui ont été dits, il nous a paru nécessaire de rétablir la vérité.

En fait, le nombre initialement prévu était de 340 lits (chiffre ridicule quand on sait que plusieurs milliers de travailleurs étrangers vivent, soit dans des baraques en bois — entassés à 4 et payant un loyer allant jusqu'à 60 F par mois — soit dans des bidonvilles infects, sans eau ni électricité, soit dans caves humides qui s'inondent par jour de pluie, etc...). Les prix devaient être modestes. Or, c'est par « sagesse » et dans un esprit de « rentabilité » (dixit M. Nouhalac) que le nombre fut ramené à 128 lits : sous prétexte de ne pas laisser les travailleurs isolés, 32 appartements initialement prévus pour le foyer ont été loués à des non-migrants en promettant des appartements correspondant dans le centre : on les attend toujours.

Et voici les tarifs :
 — une chambre à 4 lits : 100,50 F
 — une chambre à 3 lits : 105 F par personne : 315,00 F en tout ;
 — une chambre à 4 lits : 100,50 F par personne : 402 F en tout.
 Voilà bien la charité bourgeoise :

UNE EXPLOITATION HONTEUSE. Nul doute que l'entreprise soit « rentable » à de tels prix !

N'oublions pas non plus que la Paillade se trouve à 7 kilomètres de Montpellier, ce qui oblige les travailleurs immigrés à acheter un vélo ou un cyclo.

Non ! Le conseil municipal n'a pas à parader et à jouer les nobles cœurs, nous savons depuis longtemps que ce sont des ennemis du peuple, des exploités. Le somptueux (et très coûteux) banquet qu'ils se sont offert très impudiquement pour l'ouverture du foyer, illustre bien la nature de leur démarche.

De ces faits, nous pouvons tirer deux leçons :

— Le réformisme charitable de l'A.S.T.M. est incapable de défendre véritablement et avec conséquence les travailleurs étrangers, car la bourgeoisie se sert de ce réformisme pour mieux exploiter doublement les travailleurs. Seule la lutte révolutionnaire pour l'abolition des classes, et par conséquent du capitalisme et de l'impérialisme est capable de libérer définitivement les travailleurs de l'esclavage moderne.

— Les travailleurs immigrés, bien que pris à la gorge de toute part et par toutes sortes de moyens, et pour qui il est vital de dépenser le moins d'argent possible, vont tout de même au foyer malgré les prix.

Car l'indépendance vis à vis du patron passe pour eux avant les difficultés pécuniaires : le fait d'habiter dans les baraques du patron les tient pieds et poings à celui-ci (par exemple, la perte de l'emploi signifie aussi pour eux la perte du « logement » et le rejet à la rue), de sorte qu'ils ne peuvent plus se défendre. Cela montre, contrairement à ce que d'aucuns prétendent, qu'ils savent reconnaître leurs ennemis les plus directs : les patrons.

Soutenons les travailleurs dans la misère !

Menons avec eux la lutte contre les exploités !

OSONS LUTTER !
OSONS VAINCRE !



RENAULT-BILLANCOURT :

Bonzes P. "C." F.-C. G. T. Nervis de Dreyfus

Depuis plusieurs semaines la C.D.P. a engagé une action dans la cantine de l'Ile Seguin à la suite de l'augmentation de 15 % sur les plats servis (à rappeler que le budget des cantines chez Renault est tenu par la C.G.T.). Ces actions ont entraîné les travailleurs à refusé de payer ; d'autre a voulu lyncher les bureaucrates du Comité d'entreprise (C.G.T.) qui étaient venus pleurnicher : « NOUS NE SOMMES PAS RESPONSABLES, LA DIRECTION NE DONNE PAS ASSEZ DE SUBVENTIONS, NOUS AUGMENTONS LES CANTINES POUR EVITER DE REDUIRE CERTAINES ACTIVITES (sic.) ET NOUS AVONS DU EMBAUCHER DU NOUVEAU PERSONNEL ! il est bon de savoir qu'une serveuse payée par le Comité d'Entreprise gagne en moyenne 850 F...

Devant ces actions mettant en éveil la conscience des travailleurs, Mardi 3 la C.G.T. envoya tout d'abord un commando de « gros bras » pour empêcher la diffusion de tract devant les cantines, après la bagarre, elle fit appel aux flics et huissier pour se charger de constater les dégâts.

Mercredi 4 : après une dénonciation nominal par tract d'un militant, la C.G.T. le soir même organisa une expédition punitive avec 200 nervis (?) contre ce militant, ils l'arrachèrent de la chaîne où il travaillait pour l'emmener de force hors de l'usine aux cris de « PAS DE FASCISTE CHEZ RENAULT » (qui sont les fascistes ?) Ses camarades de travail soufflés par tant de violence digne des forces de police contre les travailleurs ne réagirent pas immédiatement, puis débryèrent à 85 % de l'atelier en solidarité avec le militant et contre de telles méthodes.

Les nervis C.G.T. se cachant derrière le drapeau « LA DEMOCRATIE contre le FASCISME » et devant l'indignation des travailleurs sur son action ! n'hésita pas à écrire le lendemain dans un tract : « ALBOULKER

et quelques autres doivent être expulsés de l'usine et remis à la disposition du ministre de l'intérieur » (sans commentaire).

LES CONCLUSIONS QUI S'IMPOSENT :

1) Comment ce fait-il que 200 nervis de la C.G.T. du P.C. puissent se déplacer aussi librement (quant on sait qu'un travailleur n'a pas le droit de sortir de l'atelier sans motif de service) ?

2) Comment ce fait-il : qu'une telle action puisse arrêter la chaîne pendant plusieurs minutes sans intervention de la Direction.

(Alors qu'elle accélère les cadences) ?

3) Comment ce fait-il que ce travailleur puisse être purement et simplement expulsé de l'usine par la C.G.T. ?

4) Et comment ce fait-il que ce travailleur fut mis à pied par la DIRECTION pour une durée indéterminée et sans aucun motif ?

Cela démontre encore plus clairement à tous les ouvriers de chez Renault, la collaboration plus étroite de Dreyfus et des bonzes C.G.T. le rôle de flic qu'attribue Dreyfus à son valet ALBEHER.

La C.G.T. détruira tous les germes qui attaque son monopole dans sa politique de bradage des intérêts des travailleurs pour la sauvegarde des intérêts économiques capitalistes.

Unité des Forces Révolutionnaires pour répondre par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire :

Direction C.G.T. = C.D.R.

Nous devons réagir, ne laissons pas de telles méthodes s'instaurer dans les usines.

Notre principal ennemi est le capitalisme, mais son principal allié est le révisionnisme.

DERNIERE MINUTE :
ALBOULKER EST LICENCIE

R. A. T. P. : Gâchis de la direction

Vie chère pour les travailleurs

Il y a bientôt un mois les tarifs de la R.A.T.P. ont augmenté considérablement : la R.A.T.P. est en déficit de plusieurs milliards de francs nous a-t-on dit pour faire avaler la pilule. (Et en même temps on entonne le même refrain à propos de la Sécurité Sociale !).

Or pendant ce temps-là la R.A.T.P. construit des métros super-luxueux à Mexico et à Montréal !

Et puis, en France, on fait des constructions de prestige comme le fameux Réseau Express Régional qu'on a inauguré à grand fracas.

Mais ce dont on ne parle guère ce sont des « erreurs » ou des « maladroites » qui nous coûtent cher à nous les travailleurs. La R.A.T.P. vient en effet de construire une magnifique station toute neuve : la station Galliéni (prolongement de la station Martin-Nadeau à Galliéni, parc de Bagnolet). Les dirigeants de la R.A.T.P. et les ingénieurs fort compétents avaient fait de nombreux calculs, probablement, pour mettre au point de très belles maquettes : tout était calculé.

Entre parenthèses ces maquettes qui ont ensuite été détruites ont déjà coûté plus de 60 millions d'A.F. ! oui, c'est bien 60 millions !

Malheureusement les calculs étaient faux ! Les dirigeants et les ingénieurs de la R.A.T.P., qui passent leur temps dans les bureaux à « penser » ne sont même pas capables de faire des calculs exacts. Ainsi dans la salle de

distribution, soit sur 1.000 m2 il y avait une erreur dans les niveaux : 20 cm en plus !

De plus 2 km de caniveaux — soit 20 millions d'A.F. — sont inutiles. A la station du métro, par contre, il manque 60 m de voies. Enfin à la gare routière, dont le gros œuvre est terminé, on vient de s'apercevoir que les virages sont trop courts pour que les autobus puissent tourner : il faut tout défaire et recommencer !

Voilà des « erreurs » qui coûtent cher !

De toute façon la R.A.T.P., c'est-à-dire le gouvernement capitaliste Pompidou-Chaban, s'en moque : les travailleurs paieront ! dit-il.

Et puis vous ne connaissez pas encore le meilleur : alors que 3 escaliers carrelés en faïence étaient terminés, M. Viel, Directeur général de la R.A.T.P. s'est brusquement rendu compte que le carrelage rose ne lui plaisait pas : Monsieur veut du marron à la place ! On peut se demander alors pourquoi la R.A.T.P. paie des décorateurs !

Bilan : quelques centaines de millions d'A.F. — en comptant la main-d'œuvre — qui s'évaporent ! Nous sommes en régime capitaliste, mais quand même il y a des limites !

Ce n'est pas aux travailleurs de payer le gâchis du régime capitaliste !

Un ouvrier du chantier
lecteur d'H.R.

Des métallos du Mans : CE N'EST QU'UN DÉBUT !

Les métallos de l'usine métallurgique des segments Bollé au Mans sont en lutte depuis six semaines.

Dans cette entreprise où la force de travail est payée au plus bas ; les ouvriers durement exploités perçoivent un salaire de misère de 600 F par mois.

Rappelons que le S.M.I.C. (salaire minimum interprofessionnel de croissance !) a été « relevé » de 2,75 % à partir du premier mars.

Le pouvoir capitaliste ayant constaté une baisse de pouvoir dû à ses propres hausses (R.A.T.P. ; S.N.C.F. ; P. et T., produits alimentaires, etc...) a porté le taux horaire de 3,27 à 3,36 ce qui fait pour 40 heures de travail par semaine, 582 francs par mois au lieu de 566,80. Cela se passe de commentaire !

Les grévistes de cette usine réclament une augmentation de salaire de 0,50 F de l'heure afin que tous les salaires atteignent 700 F par mois, des avantages sociaux, le treizième mois, une prime de salissure, la modification des horaires de travail.

Devant l'attitude du directeur qui refuse toute amélioration de salaire sous prétexte de « difficultés de l'entreprise » ; — c'est toujours la même rengaine, les grévistes sont passés à une nouvelle

forme d'action. Le mardi 3 mars l'exploiteur, buveur de sang, Bollé a été barbouillé de mercurochrome et les grévistes lui ont accroché une pancarte autour du cou portant l'inscription : « Je paie mes ouvriers 600 francs par mois ».

Et ce n'est qu'un début, continuons le combat.

Nous ferons tout, pour que le voleur rende gorge.

Correspondant H.R.



Extrait de "L'Ouvrier de Nantes-Saint-Nazaire" NON AUX GRÈVES-BIDON !

CAMARADES DU BATIMENT !

Après les vacances 1969 et la « bonne surprise » que nous avait réservé Pampidou et sa clique, les travailleurs du bâtiment étaient décidés à lutter de toutes leurs forces contre les patrons, suivant l'exemple des roulants S.N.C.F.

Mais les Directions Syndicales ne voyaient pas ça du même œil. Aussi, pour contenir les ouvriers lancèrent-ils des mots d'ordre de grève bidons (2 ou 4 heures) qui exaspérèrent l'ouvrier et ne firent pas reculer le patronat.

Les travailleurs d'UNITRA, fatigués de ces débrayages sans intérêts, fondèrent un Comité de grève et décrétèrent la grève illimitée à l'intérieur de la boîte, espérant que leurs camarades du bâtiment se joindraient à eux.

Ils avaient compté sans les bonzes syndicaux, qui mirent tout en œuvre pour faire échouer le mouvement chacun à sa façon.

C.G.T. : elle ne voulut pas soutenir (« Pourquoi s'aventurer ? », Paroles de Prampart).

C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. : déclenchèrent un mouvement de grève de 24 heures, apportant un appui ap-

parent aux gars d'UNITRA, mais leur faisant reprendre le boulot le lendemain « Nous n'abandonnerons pas la lutte, ceci est un repli » (paroles de Gaborieau).

Les ouvriers du bâtiment ont-ils vu des luttes déclenchées par les directions syndicales depuis ?

Non ! De beaux discours, des déclarations de presse, du blabla. Mais où est donc la C.G.T. de Monmousseau ? Où sont donc les lutteurs d'antan ? Les travailleurs auraient-ils perdu leur combativité, nous ne le pensons pas !

Souvenez-vous camarades de la chanson « Le Front des Travailleurs » où il est dit :

L'Homme veut manger du pain
[oui
Il veut pouvoir manger tous les
[jours

Du pain et pas de mots ronflants
Du pain et pas de DISCOURS.

Luttons ensemble pour un avenir sans exploiters.

Non à l'exploitation de l'homme par l'homme !

Non aux grèves bidons !
Vive les Comités de base !
Vive la lutte des classes !

Bagneux : UNITÉ OUVRIERS-ÉTUDIANTS

CAMARADES,

Voici le récit que m'a fait un ouvrier algérien sur les événements de la nuit du 22 au 23, au foyer de Bagneux.

Une dizaine d'étudiantes et d'étudiants étaient venus, comme cela arrive souvent, chez les algériens pour discuter avec eux.

Le gardien du foyer téléphone aux flics, qui, arrivés sur les lieux, interdisent aux étudiants de venir au foyer.

— « Comment ça, on n'a pas le droit de discuter avec eux » !

Un flic attrape une fille pour l'emmener dans le car ; les travailleurs commencent à gueuler qu'il ne touche pas à la fille. Devant la détermination des travailleurs, les flics doivent rebrousser chemin et recourir à d'autres moyens : ils téléphonent au commissariat ; c'est 8 à 10 grands cars qui arrivent pour embarquer les algériens.

Mais ceux-ci, à l'aide d'armoires, avaient barricadé les portes du foyer ; ils sont montés sur les toits, armés de bouteilles et de chaises.

C.R.S. et pompiers encerclent le foyer. Le bureau du gardien est démolé par les algériens. Un flic prend une bouteille sur le nez, et laisse sa casquette sur le pavé ; ce sera un trophée après la bagarre. Les forces de répression, armées de casques, boucliers, lances d'arrosage, se sauvent enfin comme des lapins lorsque les ouvriers se mettent à frapper des bouteilles les unes contre les autres pour les effrayer.

Le maire réviso de Bagneux arrive là-dessus, accueilli aux cris de : « flics assassins » ! il est suivi du maire de Châtillon, puis des journalistes appelés par les voisins français.

Il reste enfin une casquette de la maréchaussée sur le pavé, et un barrage de police devant le foyer. Les algériens proposent aux étudiants de les héberger ou de les escorter ; les journalistes passent devant en voiture pour les prévenir des bagarres. Lorsque les flics tentèrent de pénétrer dans le foyer en passant par les maisons avoisinantes, les voisins français les en empêchèrent aux cris de : « flics assassins » !, « dehors » !

Le lendemain, la rue était parsemée de tessons et de chaises, des slogans écrits sur les murs « on n'est pas des esclaves » !, à propos de la répression et des conditions de logement du foyer ; une casquette de flic se promenait sur la tête des algériens, fiers comme Artaban.

Bel exemple de résistance prolétarienne et de la combativité de nos camarades immigrés, cet épisode de la lutte des classes montre la justesse des mots d'ordre.

« Travailleurs français-immigrés, tous unis » !

« Ouvriers-étudiants, tous unis » !

« UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION » !

(Un étudiant)

Paris : Encore un crime des buveurs de sang !

Poste centrale du Louvre un ouvrier couvreur termine sa journée. Mais il a oublié sa veste sur le toit, il remonte. Après 1/4 d'attente son fils et ses camarades de travail s'impatientent et vont au devant de lui. Ne le trouvant pas les questions se posent, les recherches commencent. Ils le trouveront au pied d'un toboggan servant aux sacs de courrier, il avait dû passer sur le bastin de 18 cm de largeur sans garde-fou, et pris d'un étourdissement tomber, il est mort sur le coup, le sang maculait les murs et le sol.

Vous me direz que ceci arrive tous les jours dans le bâtiment puisqu'il y a près de 800 à 1.200 morts par an. Et ça passe dans « faits divers ».

Le bureau de la main-d'œuvre le remplacera plus vite qu'une machine et à moindre frais. Le bâtiment tue plus souvent que la mine, que la mer, ou l'industrie.

Mais qui est responsable de cette mort ?

— Le patron qui le faisait travailler sans sécurité. Sans doute l'ouvrier aurait dû refuser de travailler dans ses conditions mais il avait 64 ans...

— La Sécurité sociale — L'ETAT — LES MONOPOLES.

Cet ouvrier sortait de longue maladie (vertige et évanouissement), le contrôle le déclara cependant « Bon pour le service » il lui restait un an pour finir son contrat avec ses buveurs de sang. Un an pour marcher ou crever. Nous connaissons bien cette doctrine des patrons.

Moi j'ai 30 ans, 14 ans de bâtiment je peux dire qu'un ouvrier qui travaille sous la pluie, le froid, la neige, sous des chaleurs torrides, 54 heures par semaine et parfois plus, ne peut arriver à 65 ans en bonnes conditions et profiter de sa retraite pour laquelle il a cotisé 5 à 6 % de son salaire durant toute sa vie...

La mort de cet ouvrier, les morts de la classe ouvrière ne sont pas accidentelles, elles sont la résultante logique d'un régime capitaliste avide de profits aux dépens de l'homme, de l'ouvrier.

Nous ne devons pas nous apitoyer mais agir pour que ce nouveau crime ne reste pas impuni.

Nous exigeons :

— La retraite à 55 ans ;

— Un service de contrôle de sécurité et de meilleures conditions de travail.

— Pas de salaires inférieurs à 1000,00 F.

Mais nous savons que seule l'unité à la base et dans l'action pour anéantir le pouvoir des buveurs de sang nous libérera.

Non à la collaboration de classe !

Pour la lutte de classe !

Pour le socialisme libérateur !

Pour le communisme !

Un travailleur M.-L. du bâtiment

N. I. C. (Feyzin) : CE QUE LE "PROGRÈS" NE VOUS DIRA JAMAIS !

Le nettoyage des installations de l'industrie chimique présente un danger certain, et plutôt que de former un personnel qualifié pour cette tâche, les grosses boîtes, comme Progil préfèrent faire appel à des sociétés de nettoyage, comme la N.I.C. de Feyzin qui, elle, utilise un personnel non qualifié et bien moins payé : il y aura plus d'accidents, mais Progil n'aura pas de sang sur les mains, du moins en apparence.

Jeudi 19 février, un travailleur de la N.I.C. tombe sans connaissance lors du nettoyage d'une cuve d'acide chez Progil ; 4 autres qui vont au secours tombent à leur tour : il faut

faire appel aux travailleurs de Progil qui sont les seuls à posséder les masques à oxygène indispensables. CONCLUSION : ceux de la N.I.C. ne sont pas véritablement préparés et équipés pour ce genre de boulot ; en plus, ce n'est pas le premier « accident » du genre : les patrons de la N.I.C. utilisent de la soude de récupération qui au contact de l'acide à neutraliser dégage des gaz toxiques.

Mais l'affaire n'en reste pas là : un des gars, en s'écroulant, est tombé dans l'acide (pas de barrière de protection). Mort. Alors le patron s'affole, fait disparaître le cadavre et le fait renvoyer dare-dare au Portugal,

auprès de la mère et de la sœur que ce travailleur venu en France depuis 5 ans faisait vivre (la cérémonie d'enterrement, demandée par ses camarades de travail, eu lieu devant un cercueil vide et la direction a tenté d'y mettre une couronne à son nom !).

SOUVENONS-NOUS des mineurs de Fouquières, morts parce que la mine allait être fermée en 1975 et que les conditions de sécurité n'étaient donc pas assurées : là aussi, l'Etat-patron avait envoyé, le jour des obsèques, ses ministres, et aussi ses flics pour contenir la colère du peuple travailleur.



AFFICHEZ H.R. !

La colère gagne le monde paysan, manifestations dans le Midi

30.000 paysans ont manifesté vendredi dans le Midi (Narbonne, Draguignan, Montpellier). Il s'agissait principalement de viticulteurs auxquels s'étaient joints des arboriculteurs ainsi que de simples exploitants agricoles.

LES RAISINS DE LA COLERE

Contre quoi protestent les petits viticulteurs ?

— contre les importations de vin d'Algérie, décidées et contrôlées par le gouvernement français. Manque-t-on de vin en France ? Certainement pas, bien que la récolte ait été particulièrement mauvaise cette année, les stocks sont loin d'être épuisés, et l'importation massive de vin d'Algérie, au degré élevé (pour les coupages) brise les cours, mettant ainsi dans une situation difficile les exploitants moyens pauvres, réduisant à la misère ou au chômage les petits viticulteurs ;

F.N.S.E.A., à celui du M.O.D.E.F., on n'avait aucune proposition concrète à présenter pour faire avancer le mouvement si ce n'est... une motion à déposer entre les mains du préfet !

Ça ne correspondait pas du tout au degré de sensibilisation du monde paysan, qui comprenait bien qu'une simple pétition serait loin de faire céder Duhamel ; La base se proposait en revanche d'alerter l'opinion publique en coupant la circulation routière et ferroviaire pendant plusieurs heures.

Un ruban d'un bon km de manifestants se déroula jusqu'à la gare d'où surgirent les forces de répression.

LA REPRESSION

Les C.R.S. chargèrent. Après un instant d'affolement et de recul, les plus combattifs, et les plus déterminés d'entre eux (en particulier les jeunes agriculteurs auxquels s'étaient joints quelques étudiants) compriment la né-

cessionnaires auraient pu tenir tête à 2.000 C.R.S. s'ils n'avaient eu à leurs côtés les milliers de paysans ? Voilà qui saute aux yeux, mais qui a été caché, tronqué, par l'immense appareil d'intoxication que sont la presse et la radio. Les actes de violence commis méritent d'ailleurs d'être rapportés car ils sont très significatifs : Ce fut d'abord la destruction des barrières du parking payant, pour protester contre cette escroquerie, puis des jets de pierre contre le maire de Montpellier entouré des notabilités locales qui sablaient le champagne pendant la charge des C.R.S. ! On voyait bien la position de classe de ceux là mêmes à qui les représentants syndicaux avaient porté leur pétition !

LES ENSEIGNEMENTS DE LA MANIFESTATION

Les paysans savent maintenant qu'à chaque manifestation ils auront à s'aff-

fronter les luttes et à les disperser. A Montpellier, la proposition d'une pétition alors que 10.000 personnes sont rassemblées en est la manifestation évidente. N'oublions pas que son président Michel de Bâtisse avait appelé à voter oui au référendum d'Avril 69, et qu'il compte parmi les habitués des déjeuners-débats et autres conférences avec les hommes qui servent le capital.

— Celle plus restreinte des Comités d'Action viticoles (parce que régionale) mérite cependant attention. Elle est le reflet du néo-poujadisme en milieu paysan.

Cette tendance pro-fasciste (« si vous étiez arabes, vigneron, vous n'auriez pas ces problèmes ! ») déjà manifestée dans les mêmes occasions en 1968 (où il avait fallu nommer un certain E.-Faure au ministère de l'Agriculture pour rétablir la situation) est caractéristique du milieu paysan, composante des classes moyennes. Leur propre est d'osciller constamment entre le camp du prolétariat et celui de la bourgeoisie selon les moments. Le paysan, attaché à sa terre, qui la voit lui échapper de par l'évolution même du capitalisme, se voit présenter le socialisme comme un épouvantail (il va lui confisquer toutes ses terres !) et de ce fait se retourne avec violence contre ce système.

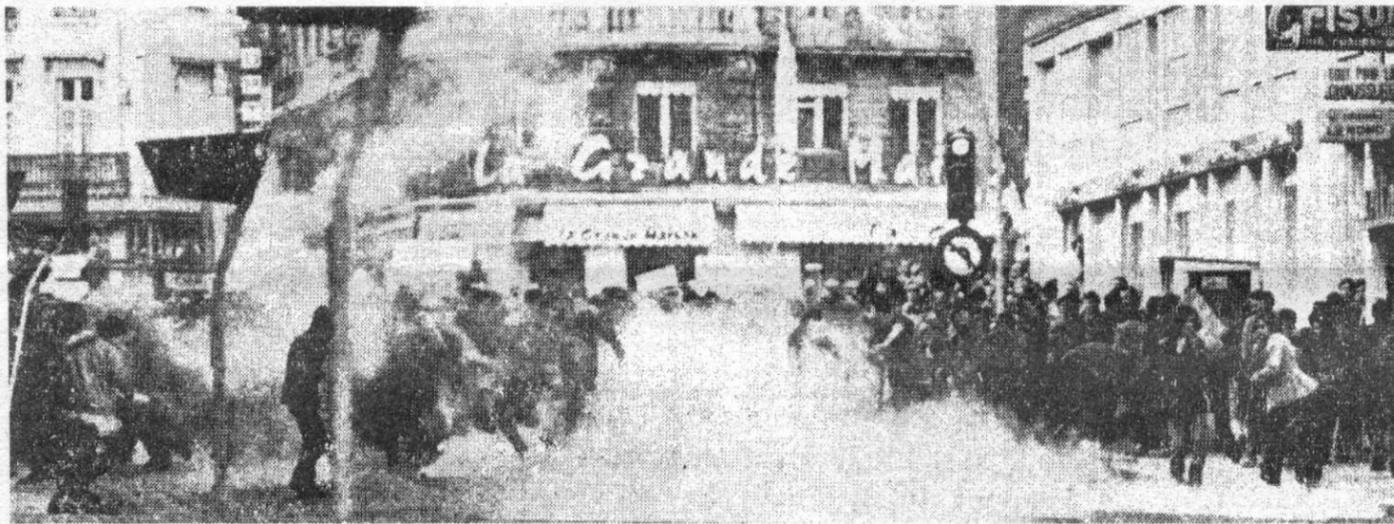
La troisième organisation est celle du M.O.D.E.F. (Mouvement pour la Défense de l'Exploitation Familiale : organisation de l'appareil révisionniste en milieu paysan). De par son sigle, sa ligne apparaît déjà foncièrement démagogique, car en système socialiste (encore moins en « démocratie avancée ») il n'est pas question de conserver la petite exploitation familiale. Cela veut-il dire que nous allons les exproprier ? absolument pas ! L'évolution se fera de manière progressive, les paysans ne seront pas contraints, petit à petit ils se rendront compte de la nécessité de se grouper, de collectiviser la production pour donner libre cours au développement des forces productives. Et de cela, par opportunisme le plus plat les révisionnistes qui ont abandonné depuis longtemps les principes du marxisme-léninisme n'en parlent pas.

Ils ne parlent pas non plus (l'intervention de Soulié du M.O.D.E.F. à Montpellier ne dit mot à ce sujet) de la nécessaire alliance du mouvement ouvrier, avec le mouvement paysan, dans le cadre d'un Front Uni pour abattre l'état capitaliste. Leur unique attitude aura été de dénigrer les étudiants « gauchistes » seuls responsables du mal et de tout faire pour éviter la résistance aux forces de police.

Les paysans du Midi Méditerranéen ne se laisseront pas faire ! Ils débordent le cadre des syndicats traditionnels pour s'organiser en comités de Front Uni à la base, ils respectent la tradition du Midi Praya de 1906, ils marcheront sur les traces de leurs camarades bretons pour abattre l'état qui les opprime :

- Halte aux importations de vin !
- La terre à ceux qui la travaillent !
- Front Uni des masses populaires contre le capitalisme !

C.D.H.R. - Montpellier.



Les petits paysans affrontent les flics.

— contre la mise en place du « Marché commun » agricole qui en permettant le libre échange favorise la croissance des trusts au détriment des petits exploitants ;

— contre le plan Mansholt-Vedel qui vise tout simplement à l'élimination des petites exploitations qualifiées de non rentables.

En fait c'est toute la politique du grand capital d'expropriation des petits et moyens exploitants au profit des gros propriétaires fonciers qui fait gronder la révolte.

La région du Languedoc y est d'autant plus sensible que l'opération en cours « Nouvelle Floride » veut en faire une nouvelle Côte d'Azur pour la satisfaction de la grande bourgeoisie. Actuellement les gros propriétaires fonciers se livrent à de frauduleuses spéculations.

Toutes ces conditions particulières au monde viticole, auxquelles s'ajoutent celles plus générales de la vie chère, de la baisse du revenu font que l'on attend dire aux paysans : « qu'ils sont à bout de patience, et qu'ils rendent le gouvernement responsable de tous les désordres qui pourraient découler de la situation actuelle ».

LES MANIFESTATIONS A MONTPELLIER

Les paysans, venus en masse des départements du Gard, de l'Hérault, de l'Ardèche et de la Lozère se rassemblent au nombre de 10.000 dans un meeting où furent prononcées diverses allocutions qui ne provoquèrent pas grand enthousiasme... et pour cause... Du représentant de la

cessité d'affronter les forces de répression. On ne recula que pas à pas devant les tirs de grenade.

Le gros des manifestants ressentait son impuissance pour la riposte (pas de projectiles, manque d'organisation) et se solidarisaient avec les slogans lancés à l'initiative des étudiants. La radio, la télé, la presse réviso ou réactionnaire, ont dit, écrit, et montre, que seuls les étudiants ont semé le désordre, qu'ils ont tout cassé. Ce sont les paysans et eux seuls qui ont affronté les premiers les flics. Comment la centaine d'étudiants révo-

lonter aux forces de l'ordre bourgeois (on n'avait pas vu les C.R.S. en Mai à Montpellier). Les plus avancés d'entre eux parlaient vendredi de revenir, mais cette fois-ci préparés. Ils se proposent de couper la route de l'Espagne à Pâques.

L'ATTITUDE DES SYNDICATS PAYSANS TRADITIONNELS

L'organisation principale du milieu paysan, la F.N.S.E.A. est tenue par les gros propriétaires et gros exploitants. Toute son attitude consiste à dévoyer



Un dirigeant syndical tente d'« apaiser » les manifestants.

TRIBUNE DE DISCUSSION

A propos des 2 pages centrales du n° 47

C'est seulement si les réponses que nous fournissons et fourniront aux problèmes que se posent eux-mêmes les travailleurs, en leur apportant des perspectives claires et positives qu'ils reconnaîtront en nous leurs véritables représentants, l'expression de leur avant-garde la plus sûre, la plus consciente. (rapport Jurquet).

Le camarade de la C.G.T. pose des questions précises, concrètes :

— Avez-vous l'intention de créer un syndicat révolutionnaire ?

— Les dirigeants seraient-ils permanents, à vie ? Payés par le patron ?

— Participerez-vous au comité d'entreprise ?

Confusion néo-révissionniste sur permanent ou révolutionnaire professionnel :

Il est relativement bien expliqué le processus dialectique de dégénérescence du P.«C.»F. et de la C.G.T. (politique opportuniste entraînant une corruption matérielle plus facile ; cette corruption entraînant elle-même un opportunisme politique encore plus grand, et enfin la trahison totale des intérêts du prolétariat-prise du pouvoir par les armes), car le camarade C.G.T. ne voyait que l'aspect organisationnel.

Mais aux questions : « Les dirigeants sont-ils permanents à vie, payés par le patron ? », il fallait expliquer sans ambiguïté la différence fondamentale qui existe entre un révolutionnaire professionnel et un permanent révissionniste (à ce propos, voir le rapport Jurquet). Or, l'explication donnée est exactement celle dont se servent les révisos qui, se cachant derrière le révolutionnaire dévoué, indispensable à la cause de la révolution (cf. Lénine), pour justifier les nouveaux larbins vendus au Capital (permanents), ce qui fait dire à l'auteur, plus loin, que du seul facteur politique découle ou non la dégénérescence (et le mode de vie bourgeois, alors ?).

S'il est vrai que, au niveau d'une usine, arracher au patron qu'un travailleur consacre plusieurs heures de son boulot au travail syndical, c'est une bonne chose pour la lutte syndicale, cela n'a rien à voir avec les fameux avantages spéciaux et corrupteurs (meilleures places et salaires), et encore moins avec la subvention d'Etat, véritable pot de vin au syndicat (à notre connaissance, aucun syndicat ne les a acceptés sans trahir au retour).

De la confusion néo-révissionniste à la théorie spontanéiste niant le rôle du parti.

Non seulement l'auteur emploie des arguments néo-révissionnistes pour défendre l'indéfendable, mais il a recours au spontanéisme anti-léniniste, anti-parti ; car, « le parti ne peut être un parti véritable s'il se borne à enregistrer ce qu'éprouve et pense la masse de la classe ouvrière, s'il traîne à la remorque du mouvement ouvrier spontané, s'il ne sait pas surmonter la routine et l'indifférence du mouvement spontané, s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts momentanés du prolétariat, s'il ne sait pas élever les masses au niveau de la compréhension des intérêts de classe du prolétariat. Il faut que le parti se trouve en tête de la classe ouvrière, il faut qu'il voit plus loin que la classe ouvrière ; il doit conduire le prolétariat et non se trainer à la remorque du mouvement

spontané ». (Staline : principes du léninisme).

Vraiment camarades, est-ce que ce seront les travailleurs qui décideront s'il faut des permanents à vie ?

A quoi sert donc un Parti dans ce cas ?

N'est-ce pas au Parti de synthétiser l'expérience historique de la dégénérescence révissionniste ? A qui, sinon au Parti, revient le rôle d'éduquer la classe ouvrière ?

Ainsi, si les masses ont des idées fausses, il faudrait les suivre ? (et non les combattre) ; c'est en fin de compte la bonne vieille théorie « Les idées justes viennent des masses » qu'on nous ressort, avec comme caution (page 7, première colonne) une citation de Lénine dont l'emploi est inopportun. En effet, quel rapport y a-t-il entre un développement qualitatif des luttes qui entraîne un bond qualitatif dans l'élaboration de la ligne — à laquelle les masses apportent alors leurs ressources d'inventions inépuisables, et qu'on peut synthétiser grâce au centralisme démocratique, alors qu'auparavant les conditions n'étaient pas remplies pour cela — et ce spontanéisme niant le rôle du Parti, se retranchant derrière : « Qu'importe nos intentions, notre volonté... car il y a des nécessités historiques... Gardons-nous bien de révéler aux masses nos pensées... ».

Où en sommes-nous vis à vis de notre front principal : la classe ouvrière ? Où en sont les bilans, les perspectives ?

Le camarade rédacteur, qui aime à se contredire, explique pourtant plus haut que les marxistes-léninistes ont bien des intentions, une ferme volonté de « réorganiser la classe ouvrière sur le plan des masses (syndical), l'arracher au révissionnisme pour entamer et abattre l'Etat des monopoles ».

Le développement que donne le camarade rédacteur sur le Comité de Base, étape de transition vers le syndicat rouge, est-il le résultat d'une synthèse d'expériences pour l'élaboration d'une ligne, ou les idées d'un camarade (ou de quelques uns) ?

Nous posons la question.

Où en sont les bilans de la CGTU, les Comités de Base ? Que sont devenus les syndicats rouges existants déjà en 1967 ? Quelle tactique a-t-on adoptée par rapport aux récupérations des révissionnistes et des réformistes ? Bref, que fait-on pour préciser notre ligne syndicale ? (y compris grâce aux bilans des expériences belges et italiennes).

Les questions que se pose la classe ouvrière ?

A propos de la masse des ouvriers qui se posent de plus en plus le problème de l'avant-garde, nous pensons plutôt qu'à l'heure actuelle, la masse des ouvriers prend conscience par rapport à sa pratique, c'est-à-dire principalement de la trahison syndicale de la C.G.T. A l'heure actuelle, la masse d'avant-garde des ouvriers est celle qui pose la question de l'organisation autonome de celle des révissionnistes et des réformistes. Et c'est à la question de l'organisation révolutionnaire qu'il faut répondre, car c'est de leur pratique concrète contre la ligne capitulaire cégétiste qu'ils s'élèveront à la critique générale du P.«C.»F. et du révissionnisme.

Réponse de Parti d'avant-garde ou d'arrière-garde ?

Collaboration ou lutte de classe ?

La question à laquelle le camarade aurait mieux fait de ne pas répondre, à notre avis, sans avoir fait d'enquête est : « Est-ce que les marxistes-léninistes participent au C.E. ? », organisation de la collaboration de classe (miette accordée en 1945), où les problèmes ne sont pas posés en termes de lutte de classes, mais d'aménagement du capitalisme (par exemple la hausse du prix de la cantine à Renault !).

Nous pensons que la réponse faite nous met à l'arrière-garde de la masse des éléments avancés sur le plan syndical, en n'envisageant que l'état de nos forces actuel, et non le rôle objectif des C.E..

De la tribune à l'appel des cheminots.

Nous nous permettons de souligner l'ambiguïté de la fin de cet appel :

1) La politique des révissionnistes n'est pas clairement expliquée : on se contente de généralités comme « démocratie avancée »...

2) La solution politique apportée par l'appel par un « plan national du développement des transports par chemin de fer » et la conclusion « la notion de service public prime sur la notion de profit et de rentabilité » sont très ambiguës.

a) A propos d'un plan national de développement des transports, nous aimerions rappeler la position des marxistes-léninistes par rapport aux réformes en général.

Des camarades albanais, dans leur brochure : « Les Idées Marxistes-Léninistes triompheront du révissionnisme », dénoncent les dirigeants du P.«C.» italien :

« D'après eux, en fait, il ressort que la révolution socialiste n'est autre que l'ensemble des réformes de structure, tandis que les révolutionnaires considèrent les réformes dans les conditions du capitalisme, comme l'enseignait Lénine, comme un produit secondaire de la révolution et les utilisent pour le développement et l'extension de la lutte de classes ; ils subordonnent les réformes à la réalisation des tâches révolutionnaires radicales ».

L'erreur du plan proposé est de se servir des réformes comme d'une fin en soi, et non comme un moyen pour démasquer l'attitude des révissionnistes et de l'Etat vis à vis de la S.N.C.F.

b) Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la notion de « service public » correspondait à un stade du capitalisme bien déterminé dans l'histoire et qu'aujourd'hui la notion de rentabilité et de profit correspond à un stade plus avancé du capitalisme : celui des monopoles.

Comment cela se traduit-il dans la réalité ?

— Par l'exploitation accrue des travailleurs de la S.N.C.F. (cf. la brochure « Collaboration et Lutte de classe ») ;

— par le choix de l'Etat qui fait assumer de plus en plus le prétendu déficit des services publics par les travailleurs, ce qui permet de transférer des capitaux au profit des monopoles pour les soutenir dans la concurrence internationale qui s'accroît toujours davantage (Marché Commun, lutte pour les zones d'influence dans le monde...).

Nous ne devons pas vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ; il ne s'agit pas de revenir à la notion de « service public » tel que la concevait le capitalisme libéral et sa vieille législation bourgeoise qui sert encore à masquer la réalité du capitalisme monopoliste, mais d'appliquer ce que nous enseigne Lénine :

« Le capitalisme est allé de l'avant ; du capitalisme à l'impérialisme, des monopoles à l'étatisation. Tout cela a rapproché la révolution socialiste et lui a créé des conditions objectives favorables ».

Les camarades Chinois soulignent que le développement du capitalisme monopoliste d'Etat « doit constituer... un argument en faveur de la révolution socialiste et non pas un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives pour farder le capitalisme, ce à quoi s'emploient tous les réformistes ».

Voilà, camarades, à quoi peut mener un mauvais éclaircissement sur le renforcement du capitalisme monopoliste sur le secteur public.

Ce manque d'éclaircissement était déjà à noter dans le mot d'ordre : « Les moyens de transports sont la propriété du peuple » (tract en dernière page d'H.R. n° 44). Rappelons que les moyens de transport ne seront la propriété du peuple que sous la dictature du prolétariat. Sans mot d'ordre sur la prise du pouvoir, sur la nature de l'Etat, l'affirmation de cette propriété n'est qu'une affirmation révissionniste. Elle laisse l'illusion qu'un aménagement des transports pour le peuple peut se faire sans le renversement de l'Etat bourgeois des monopoles.

Quelques citations des camarades albanais :

« Il ne faut pas surestimer le rôle des réformes dans les conditions du capitalisme. Il ne faut, en aucune façon, créer dans la classe ouvrière et parmi les classes laborieuses, l'illusion qu'au moyen de réformes, on peut résoudre les problèmes vitaux des travailleurs, assurer l'amélioration radicale de leurs conditions de travail et de vie ».

« Si le programme des réformes est détaché, isolé, il devient quelque chose d'indépendant de la lutte générale pour le renversement de l'Etat capitaliste et pour le triomphe du socialisme, d'autant plus que si la lutte pour les réformes est présentée, comme le font en fait les dirigeants actuels du P.«C.» italien ; cela conduit aux positions opportunistes et réformistes, à l'économie de Bernstein. Cela désoriente la classe ouvrière, cela détourne du principal objectif : la lutte pour le renversement du capital. »

Ce que nous pouvons conclure de l'appel des cheminots et de la « tribune de discussion », c'est qu'ils manquent à la tâche des marxistes-léninistes : aucune dénonciation du P.«C.»F. n'est faite, sur sa ligne politique (passage pacifique au socialisme) ; sur sa pratique (intégration au système capitaliste...) ; de son objectif final (démocratie avancée).

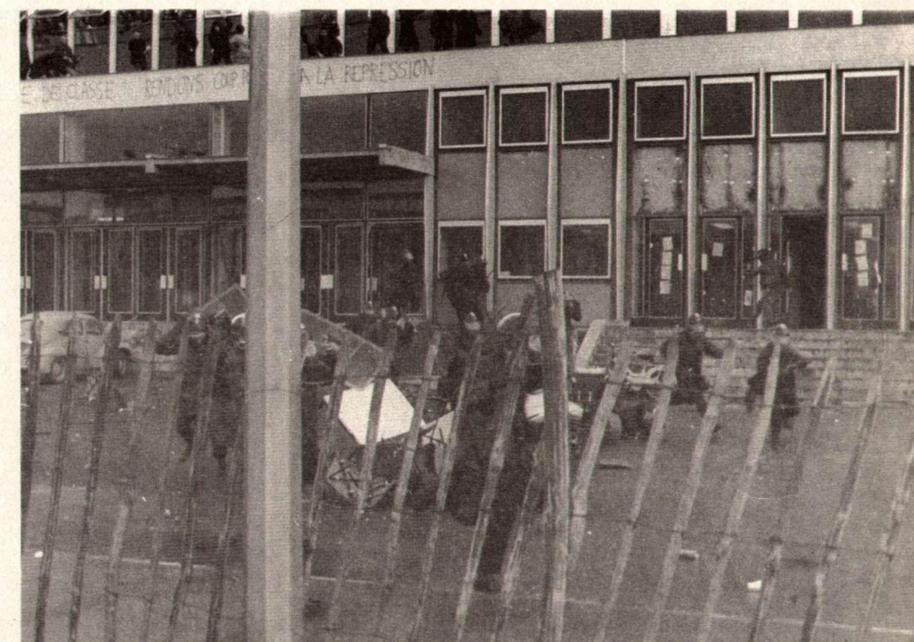
Ce manque de systématisation de la ligne révissionniste leur fait faire de graves erreurs opportunistes de droite.

C.D.H.R. Nanterre

OSONS LUTTER

L'HUMANITÉ rouge

OSONS VAINCRE !



A la violence réactionnaire de l'État bourgeois des monopoles



Soutenons la juste lutte des étudiants de Nanterre

Le pouvoir a lâché ses cagnes bestiaux sur les étudiants qui osaient se rebeller contre l'ordre capitaliste. Lorsque les flics ont pu trouver une proie isolée, ils s'acharnent (photo du centre).

A l'agression policière, seule peut riposter victorieusement la contre-offensive des masses. Dans l'unité les deux Facultés de Lettres et de Droit se sont mises en état de défense (en haut, à gauche). Cette unité des deux facultés, l'ampleur de la mobilisation, deux faits sans précédent à Nanterre, seront le résultat le plus clair de cette nouvelle provocation policière, le nouvel échec qu'elle devait connaître.

Les moyens employés contre eux ne font que renforcer la combativité des étudiants : ils poursuivent en le lapidant le bulldozer avec lequel on avait essayé de les écraser (en bas, à droite).

La défense organisée sur les terrasses des facultés interdit aux flics d'y pénétrer : ils doivent s'enfuir (photo du haut, à droite).

La fuite des flics se généralise (en bas, à gauche) : l'attitude résolue des étudiants ne leur laisse plus d'autre issue, dans le contexte politique actuel le pouvoir ne pouvait que les éloigner.



OPPOSONS LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE !

A BAS LA REPRESSION

Rennes : Déclaration du camarade André MOISAN, que le Tribunal a refusé d'entendre

Nous publions ci-dessous, la déclaration qu'un camarade voulait présenter devant le tribunal de Rennes (celui-ci refusa de l'entendre et le condamna à 2 mois de prison avec sursis et 500 F d'amende).

Le camarade explique les conditions scandaleuses de son arrestation, opérée avec l'aide du syndicat jaune de Citroën, alors qu'il défendait un drapeau palestinien.

Pendant qu'il était sous les verrous, les camarades de Rennes organisaient la riposte : mobilisation sur les facultés. Les assemblées générales réunissent des amphibioles. Les fascistes, qui tentent une provocation, se font rosser avec pertes et fracas. La ville est inondée de tracts (même à la sortie d'un meeting révisionniste), les étudiants expliquent leur lutte à la population. Le mardi, la faculté de Droit est fermée, celle de Lettres en grève.

Le mercredi, jour du procès, manifestation en ville. Les C.R.S. barrent le passage : la manif part dans l'autre sens, aux accents de chants révolutionnaires. Drapeaux rouges, prises de parole, mots d'ordres contre la justice bourgeoise, la fascisation, l'impérialisme.

La manifestation fait échec aux charges de police et se termine par un meeting où est lue la déclaration exemplaire de notre camarade, qui a su expliquer, face à la justice bourgeoise, le principe prolétarien « la défense accuse » : adopter une attitude offensive, placer le débat sur le plan politique malgré l'hypocrisie

Pourquoi m'a-t-on arrêté ? pourquoi m'at-on inculpé de violence à agent ? C'est simple : l'U.N.E.F. distribuait des tracts sur le marché des Lices, avec panneaux et drapeaux, dénonçant le pillage, l'exploitation, les bains de sang sans nombre commis par l'impérialisme dans le monde. C'était le 21 février, anniversaire du jour ou Manouchian et ses amis, groupe de résistants d'immigrés en France, étaient fusillés par les nazis.

La police est intervenue, voulant enlever notre matériel de propagande, et, alors que j'aidais un camarade à conserver les deux drapeaux, 4 ou 5 agents de police, sinon plus, m'ont pris par la tête, par les pieds, par les bras, sans autre explication, pour m'embarquer dans le fourgon. J'ai résisté, on m'inculpe de violence à agent.

Voilà les faits. Visiblement il s'agit d'un coup monté, où, d'avance, on avait délibérément décidé de m'arrêter, parce que j'étais un des responsables du mouvement étudiant progressiste U.N.E.F. à Rennes (je suis président du C.A.-U.N.E.F. de Droit) ; visiblement, encore une fois, on avait décidé de frapper pour interdire en fait les libertés d'expression politique, pourtant reconnues par la Constitution. Et tout cela, on veut le cacher pudiquement sous l'inculpation de « violences à agent » ; rétablisons les faits, c'est bien pour un acte politique que je suis inculpé, c'est bien d'un procès politique qu'il s'agit ici.

La véritable raison de mon inculpation, c'est que l'U.N.E.F. a eu tort, aux yeux de la classe au pouvoir évidemment, de dénoncer, comme on le faisait sur le marché des Lices les meurtres qu'elle a commis en Guadeloupe en 1967, en assassinant 45 ouvriers du bâtiment en grève, de dénoncer la véritable traite d'esclaves modernes de travailleurs portugais, espagnols, algériens, à laquelle elle se livre... de dénoncer qu'il y a deux mois, un travailleur portugais a été tué sur le chantier des Horizons, à Bourg-l'Évêque, à Rennes. Tout ceci, on le cache pudiquement et on

du chef d'inculpation, mépriser et refuser l'inquisition policière (refuser de répondre aux questions sur l'organisation des révolutionnaires).

Pendant que les masses étudiantes se battaient contre l'oppression de la bourgeoisie, contre les fascistes, les petits bourgeois du groupuscule révisionniste U.E.«C.» lançaient des attaques hargneuses d'arrière garde. Pour ces dilettante politiquement impuissants qui ont réussi à se mettre tellement d'étudiants à dos qu'ils n'osent plus se montrer sans la protection du service d'ordre P.«C.»F., les progressistes et les marxistes-léninistes sont dans le même camp... que les fascistes ! (1). Tout ce qu'ils savent faire, c'est pleurnicher sur le triste sort de l'université bourgeoise et présenter des candidats aux élections des organismes universitaires.

À Rennes, comme dans les autres universités, les étudiants ne se laisseront pas museler. Ils riposteront coup pour coup à toutes les provocations, des flics, des fascistes, des révisionnistes. Ils prendront leur place, aux côtés de la classe ouvrière, dans le combat contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme.

(1) Ce qu'ils veulent ainsi, c'est discrediter les progressistes aux yeux des masses, pour mieux camoufler leur propre trahison, c'est préparer le terrain pour une répression contre nous. Mais ils se casseront le nez, car les masses reconnaîtront bien ceux qui luttent réellement de ceux qui bavardent et sabotent les luttes !

préfère parler d'autre chose, de la mode, de la course à la lune... dans la presse, la radio, à la télé. Réagissant ainsi, la bourgeoisie exploiteuse nous montre qu'elle a peur de la vérité, qu'elle a peur des luttes qui se préparent dans le milieu étudiant, comme dans la classe ouvrière et la paysannerie. Alors elle frappe : elle arrête des syndicalistes paysans, jugés ici même, elle condamne les soldats, l'un à un an, les deux autres à 8 et 4 mois de prison ferme, pour avoir dénoncé l'abrutissement dans l'armée, elle expulse les travailleurs immigrés, pour les rendre à Franco, Caetano, ou même aux colonels grecs ; enfin, c'est maintenant presque tous les jours que des diffuseurs de journaux progressistes sont arrêtés sous l'inculpation hypocrite de « violences à agents ». Parce qu'elle veut s'accrocher à son pouvoir menacé, elle reprend peu à peu les libertés politiques qu'elle avait concédées, dans le but d'arriver à écraser le peuple travailleur sous la terreur policière, la terreur fasciste. Voilà pourquoi nous reprenons ce vers de Bertold Brecht, parlant de la montée du nazisme en Allemagne : « Et le ventre est gros qui produit la bête immonde ».

Mais, que cette classe d'exploiteurs ne se fasse pas d'illusions : ce n'est pas sa police et toutes ses machinations qui nous arrêteront. Qu'elle réprime, et en fait elle nous renforce dans nos convictions, elle ajoute encore aux raisons de notre révolte, quel que soit le verdict, nous en sortirons d'autant plus forts pour dénoncer les méfaits du capitalisme, plus résolu pour regrouper nos forces, les unir à celles de tous les travailleurs, tous les exploités, pour abattre définitivement ce système d'exploitation de l'homme qui a largement fait son temps.

André MOISAN
Président du C.A.-U.N.E.F.
de Droit.

Le verdict rendu est le suivant :
2 MOIS DE PRISON AVEC SURSIS
ET 500 F D'AMENDE.

ATTAQUER LA JUSTICE BOURGEOISE

— A l'heure où la montée des luttes populaires répond par la violence révolutionnaire à la violence de la réaction ; à l'heure où les militants et sympathisants marxistes-léninistes sont de plus en plus interpellés dans les ventes sur les marchés, dans les usines, où on arrête et emprisonne illégalement, il est utile que chacun d'entre nous connaisse les possibilités et le devoir qu'il a de se défendre et d'utiliser les lois de la justice bourgeoise pour les mettre au service de la lutte menée contre le capitalisme.

En effet, la lutte menée sur le plan juridique sur la défense des camarades interpellés ou arrêtés ne doit pas être détachée du combat général mené contre le capitalisme, mais étroitement lié avec celui-ci.

Au niveau de la lutte juridique à mener, on peut distinguer trois aspects principaux :

— défense des militants,
— dénonciation du système capitaliste par affiches, tracts, meetings, journaux ; faire de chaque interpellation, de chaque dénonciation, de chaque maintien en prison, une tribune d'explication et de dénonciation politique du système,

— mobiliser les masses autour de chaque interpellation, arrestation, maintien en prison, pour une agitation permanente, exigeant la libération des emprisonnés,

— ne jamais se limiter à la seule défense juridique qui aurait pour effet de laisser croire que la « justice » bourgeoise est capable de respecter ses propres lois, alors que nous savons, par expérience, qu'elle les viole à tout moment, quand elle croit que cela peut la servir.



— il nous faut savoir nous servir des contradictions existants au sein même de la justice (2 ou 3 juges peuvent être d'accord pour la libération d'un emprisonné, alors que 2 autres peuvent y être opposés) il faut alors jouer de ces contradictions pour essayer de faire revenir les juges opposés à la libération sur leur décision.

Si la justice bourgeoise est un des éléments du système d'exploitation de l'homme par l'homme, il nous faut sans cesse attaquer cette justice pour la faire reculer — et défendre nos camarades ou se défendre, c'est la faire reculer —, et la justice bourgeoise recule lorsque les forces révolutionnaires prennent l'offensive, lorsque la dénonciation de la justice comme instrument du pouvoir de la classe au pouvoir, se fait à partir de faits concrets qui justifient cette mobilisation (arrestation, garde à vue, expulsion, emprisonnement, etc...).

Toutes les actions et explications que nous menons doivent déchirer le mythe de la justice au-dessus des classes, de la justice impartiale. Toutes nos actions doivent montrer aux masses, le véritable visage ré-

pressif de la justice bourgeoise, donc intolérable, suscitant la volonté de lutte et renforçant par là, notre combat.

La véritable ligne de défense des camarades arrêtés ou emprisonnés est donc une véritable ligne continue d'attaques successives contre la bourgeoisie et sa « justice ». Cette ligne d'attaque continue, par l'ampleur qu'elle doit atteindre est la seule qui fasse reculer le pouvoir et sa justice, et c'est pratiquement la seule ligne que nous devrions mettre en action pour la défense des marxistes-léninistes arrêtés ou emprisonnés, la défense au niveau de la plaidoirie juridique ne devant être considérée que comme une ligne secondaire de défense.

Différents niveaux de la répression et de la justice bourgeoise.

a) Les convocations à la police.

Ce sont souvent des feuilles bleues envoyées par la poste ou portées à domicile par 2 flics en civil avec mention « affaire vous concernant », accompagnée, dans un but d'intimidation, d'une liste de papiers à amener avec soi : bulletin de paye, livret de famille ou livret militaire. Or les militants n'ont pas de comptes à rendre à la police de la bourgeoisie, et, en vertu du droit général, nul ne peut être sanctionné pour refus de se rendre à une convocation de police sans avoir même à se justifier de son refus. Seules les convocations à comparaître devant le juge d'instruction sont obligatoires. En l'absence du « convoqué » à son domicile, aucune personne n'a à répondre pour lui, ni femme, ni concierge, ni voisins. Ces interrogations de tierces personnes sont illégales et plainte peut être déposée contre les flics ayant posé des questions ou contre toutes personnes ayant répondu à ces questions.

C'est donc un point clair et net. Camarades sympathisants, soyez fermes sur ces principes.

b) « Droits légaux » en matière de publication de journaux.

Les publications de journaux locaux, de Comité d'Action, de CDHR ou autres, sont de plus en plus nombreuses et il est utile de connaître en ce domaine ce que dit la « légalité bourgeoise ».

La liberté d'expression est un principe fondamental de la démocratie bourgeoise, affirmé également dans la constitution de 1958.

— La loi du 29 juillet 1881 est toujours légalement en vigueur. Cette loi précise que « l'imprimerie et la publication des journaux, des livres et autres écrits sont libres et ne peuvent être soumis à aucune autorisation préalable ». Seuls sont astreints à certaines déclarations les éditeurs professionnels de livres et de journaux.

Aucune poursuite ne peut être engagée lorsque des journaux locaux à périodicité fixe sont libellés de la façon suivante : « imprimerie spéciale de... (nom du journal).

Il faut, dans le cas de la publication de journaux, brochures ou bulletins d'information, que chaque comité étudie ce qui, pour lui, est le plus utile pour lutter contre la répression dans ce domaine.

(A suivre.)

LIBÉREZ NOS CAMARADES

LYON

Nous publions ci-dessous un article des marxistes-léninistes du comité Front Uni de Gerland (Lyon).

Nous savons qu'à Lyon est prise en main la défense des marxistes-léninistes emprisonnés : les Comités Front Uni ont très largement distribué un tract commun aux portes des usines, dans les boîtes aux lettres, sur les marchés, dans les facs, etc...

De nombreuses inscriptions sont apparues sur les murs.

En faculté de lettres, un meeting a eu lieu vendredi 6 mars ; une collecte faite à sa sortie a donné 560 F !

Les marxistes-léninistes ont impulsé ces actions unitaires, ainsi que manifesté leur autonomie en signant e nombreux tracts et inscriptions.

Un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant qu'ils « soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds ». Les réactionnaires de tous les pays sont justement de ces sots. Les répressions de toutes sortes qu'ils exercent contre le peuple révolutionnaire ne peuvent finalement que le pousser à étendre et à intensifier la révolution. »

Mao Tsé-toung.

A Gerland, les communistes marxistes-léninistes amis de l'H.R., analysant la multiplication des procès intentés aux militants, la condamnation des soldats qui s'opposaient au décervelage militaire, les résurgences des bandes fascistes manipulées par les monopoles, avaient estimé qu'un nouveau pas était sur le point d'être franchi dans la voie de la fascisation. Depuis quelque temps, en liaison étroite avec les militants du Comité Front Uni, ils multipliaient les discussions en vue de constituer un Comité de Lutte contre la répression.

L'arrestation et l'inculpation de nos 5 camarades n'ont fait qu'accélérer ce travail : rapidement, nous avons pu réunir avec les militants du C.F.U. plusieurs jeunes de la Maison des Jeunes de Gerland. D'autres vont suivre ; des personnalités progressistes du quartier s'engagent à collaborer au travail en faisant la propagande autour d'elles. Une première série d'inscriptions réclamant la libération de nos camarades est apparue sur nos murs, et il y en aura d'autres ! Le meeting lyonnais contre la répression va être préparé activement.

Sous notre direction, le C.L.R. ne s'est pas limité à cette campagne, et il est prêt à se mobiliser chaque fois que l'Etat policier des monopoles frappera le peuple. Déjà, il a participé à la lutte au coude à coude avec les travailleurs immigrés des bidonvilles de Feyzin que le propriétaire fasciste et la police prétendaient expulser : l'expulsion n'a pas eu lieu, la confiance des militants grandit !

Les manœuvres de la direction lyonnaise social-démocrate opportuniste du P.S.U., qui sacrifie la lutte contre l'Etat policier des monopoles à l'alliance électorale avec les dirigeants révisionnistes, n'empêcheront pas les masses de passer à l'action.

Les marxistes-léninistes de Gerland s'engagent à la guider dans cette voie. Ils sauront au cours de l'action leur montrer le processus de fascisation de l'Etat, son caractère de classe, la nécessité de la renverser par la violence révolutionnaire des masses.

Ils s'appuieront sur les attaques du pouvoir pour montrer que les marxistes-léninistes sont ses ennemis les plus dangereux, et les amis les plus conséquents de la classe ouvrière et des masses populaires, leur avant-garde inébranlable.

Libérez les 5 marxistes-léninistes ! Halte à la fascisation !

A bas l'Etat des monopoles ! Vive le marxisme-léninisme libérateur !

HARFLEUR

REVISIONNISME - POURVOYEUR OBJECTIF DU FASCISME

Voici quelques temps, des camarades C.D.H.R. et autres diffuseurs de journaux dits « gauchistes » étaient arrêtés sur le marché de Harfleur par la police du pouvoir, sous l'œil goguenard des révisionnistes locaux, qui ne cachaient pas leur plaisir de voir les « perturbateurs » et « aventuristes » mis à « la raison ».

A la suite de cet incident, nos camarades C.D.H.R. et d'autres comités de défense, dénoncèrent publiquement par un tract, la répression policière et la collusion réviso.

Par exemple : accuser les soi-disants « gauchistes » d'avoir incendié non seulement les voitures en Mai et Juin 68, mais aussi les RECOLTES PAYSANNES. Quelle abjection !

Quel gage de veulerie et de lâcheté devant le pouvoir bourgeois d'écrire de telles ignominies. Les fascistes officiers, n'ont même pas encore pensé inventer de pareilles calomnies. Non contents d'avoir trahis la classe ouvrière en Mai-Juin 68, et de travestir l'histoire, les voilà qui en rajoutent ! Nous serions les incendiaires des récoltes paysannes du printemps 1968. Ont-ils même réfléchi à

l'idiotie d'une telle calomnie ? Les récoltes agricoles étaient-elles donc si précoces, cette année 1968.

Comment des hommes peuvent-ils pousser la canaillerie politique, la crapulerie partisane à un tel niveau ?... et se prétendre encore communistes. Usurper ce beau nom pour le salir à ce point. « Plus un mensonge est gros, disait Gœbels, plus il a de chances d'être cru ». Ce qui nourrit le fascisme, ce ne sont pas les actions, « aventuristes » des soi-disants gauchistes — mais plutôt de semblables trahisons politiques, qui restent devant l'histoire. Comme autant d'exemples de dégénérescence, comme autant d'exemples de l'aide, de l'appel au fascisme.

Il nous faut sans cesse répéter cette vérité, que le fascisme n'a pu s'instaurer en Europe avant cette dernière guerre, que grâce à de telles lâchetés, de telles veuleries, une telle duplicité de la vieille social Démocratie.

La Nouvelle Social Démocratie Réviso, reste bien dans les traditions.

Un lecteur de H.R.

PARIS

A Paris des tracts nombreux ont été distribués pour la libération de nos camarades, des affiches manuscrites ou en sérigraphie ont été collées un peu partout. Par ailleurs des camarades du 13^e qui faisaient des inscriptions pour la libération des emprisonnés ont été pourchassés par la police, voici comment ils racontent cette poursuite :

Au cours d'un bombage dans le 13^e arrondissement de Paris, quatre flics en civils sortent d'une voiture, font cent sur les militants revolver au poing en hurlant « arrête ou je tire ». Un camarade est rattrapé après une poursuite de plusieurs centaines de mètres ; il est roué de coups et injurié, fouillé et menacé : « On va te faire la peau ! »

Les flics écumant, dépités parce qu'ils n'en ont attrapé qu'un ; ils agressent même un automobiliste (et finalement le laissent aller).

Au commissariat, fouillés et injures reprennent ; ce n'est que vers 3 heures du matin que le camarade quitte le commissariat (à coups de pied).

Loin de nous intimider, nous devons être offensés. A l'exemple des étudiants de Nanterre, osons lutter, osons vaincre.

A la violence fasciste opposons la violence révolutionnaire !

Le pouvoir est au bout du fusil !

MARSEILLE : LES BONZES RÉVISIONNISTES DU COTÉ DE LA MATRAQUE

Le syndicat C.G.T. de la Transat Mixte (alias « Transméditerranéenne ») se réunissait le 24 février. Ordre du jour : La situation résultant de la fusion Transat-Mixte.

Un tract de style purement interrogatif avait été distribué la semaine précédente. Il n'était guère mobilisateur, malgré la gravité de la situation !

Devant une assistance clairsemée, le secrétaire du syndicat C.G.T. fit de magnifiques envolées oratoires pour n'aboutir finalement à rien de concret.

Les rumeurs avaient laissé entendre que la C.G.T. voulait lancer un ordre de grève de 24 heures. Mais sans doute, les dirigeants syndicaux avaient eu vent de la réaction de la base, qui ne veut plus de ces grèves « contre-feu », qui ne servent qu'à démobiliser les travailleurs ; et le secrétaire du syndicat ne proposa qu'une « campagne d'information », pour « préparer » la lutte.

Lorsqu'on songe que depuis 9 mois, la direction a pu mettre en place, la C^{te} Transméditerranéenne, (résultat de la fusion entre la C^{te} générale Transatlantique et la C^{te} de Navigation Mixte) sans que les syndicats organisent la moindre lutte, on peut juger de l'effet démobilisateur qu'à pu avoir une telle proposition.

Le secrétaire du syndicat dans son intervention ayant regretté que le syndicat F.O. n'ait pas voulu faire une réunion commune, une camarade rappela que depuis des années, le syndicat C.G.T., sous prétexte d'unité, s'était plié aux volontés de la direction du syndicat F.O., dont le dirigeant, un trahit, avait toujours pratiqué la collaboration de classe avec la direction.

Les travailleurs de la Transat avaient pu juger les faits sur place lors de l'assemblée générale de juin 1969, de laquelle ils étaient sortis en déclarant dans leur immense majorité : « Nous avons été vendus encore une fois ».

Cette camarade proposa, encore comme action concrète, l'application de la décision qui avait été prise

après mai 1968, d'exiger à partir de janvier 1970, la récupération obligatoire de toutes les heures supplémentaires, et les 2 jours de repos consécutifs pour tous.

Cette action aurait comme conséquence, de freiner l'accélération de la productivité exigée du personnel par la direction de la nouvelle compagnie et en fin de compte, obligerait cette même direction, de son aveu même, à embaucher du personnel.

Une manifestation groupant près de deux cent participants a eu lieu dans le quartier populaire de la Belle de Mai pour exiger la libération immédiate des marxistes-léninistes emprisonnés. Douze banderolles et des drapeaux rouges exprimaient la volonté des manifestants.

Une campagne de bombage et de diffusion de tracts a été entreprise, les travailleurs du port ont été alertés par le Comité de liaison Etudiants-Travailleurs dans le cadre du Front Uni contre la répression.

— Le secrétaire du syndicat répondit qu'on pourrait « peut être » envisager cette action, que c'était aux camarades « de voir »... qu'on en discuterait...

Devant le manque de fermeté de la direction syndicale, qui recule devant l'application de ses propres décisions, les gars de la Transat se préparaient à rentrer chez eux après une réunion inutile de plus.

C'est alors que la même camarade demanda à nouveau la parole. Elle indiqua qu'un autre travailleur de la Transat et elle-même avaient été arrêtés le 18 février à 6 h 30 du matin à leurs domiciles, et gardés à vue par la police toute la journée. Elle indiqua que de nombreux travailleurs de la base leur avaient témoigné sympathie et solidarité, mais s'étonna qu'à part un geste de sympathie accompli à titre personnel par un délégué

C.G.T., le syndicat en tant que tel n'ait pas réagi à ces arrestations de travailleurs syndiqués. La répression ajouta-t-elle ne fait que commencer, d'autres en seront à leur tour victimes, si les travailleurs ne réagissent pas immédiatement.

Les délégués révisionnistes s'évertuèrent à noyer le poisson, en répondant que cette question ne figurait pas à l'ordre du jour, que la réunion était purement revendicative ! « Pas de politique ici » ! mais oui ! voilà où en est la C.G.T.

La camarade fit observer que le distinguo entre « politique » et « syndicat » était surprenant dans la bouche de ceux qui quelques années auparavant, l'avaient appelée à faire grève, pour obtenir la libération de Jacques Duclos, arrêté alors en tant que militant communiste. Certains délégués firent état de leurs services dans la Résistance, les opposant au « néant » de petits bourgeois « gauchistes », tard venus à la lutte, et manipulés par le pouvoir.

La camarade leur fit alors observer que plusieurs membres de sa famille avaient subi la répression nazie, que son propre père était mort à Buchenwald, qu'elle même militait depuis 25 ans à la C.G.T., et qu'en conséquence MM. les donneurs de leçons étaient mal tombés.

L'un d'entre eux alla jusqu'à dire « les flics vous ont bien vite relâchés » et « c'est du cinéma ».

Marcellin à la main bien douce à ses yeux ! Qu'attend-il pour boucler une bonne fois tous ces « maoïstes » ?

De nombreux travailleurs ne cachaient pas leur écœurement devant la passivité complice de la direction C.G.T. de la Transat.

Pour eux la preuve est désormais faite : les révisos ne veulent pas lutter contre le pouvoir des monopoles.

Ils comptent au contraire sur lui pour « mettre hors d'état de nuire », les militants ouvriers communistes et syndicalistes authentiques. La leçon n'aura pas été perdue pour tout le monde...

FAC DE SCIENCES-PARIS :

LE BUREAU DU DOYEN ZAMANSKI ENVAHI!

Depuis des années, Zamanski le doyen fasciste, exhibe sa fac modèle pour vanter l'efficacité de ses méthodes policières. Il a rejeté avec éclat la carotte de la participation-Faure, il a essayé de transformer la fac en une grande école, il a installé sa police à la fac, il a multiplié ses déclarations provocantes contre le mouvement étudiant, contre les professeurs progressistes. Et pour accomplir sa sale besogne, il s'est appuyé sur une clique de mandarins, patrons de labo, qui licencient les techniciens à tour de bras.

Mais ses étudiants se sont révoltés avec d'autant plus de détermination pour riposter à l'université policière.

A BAS L'UNIVERSITE POLICIERE !

Schwaetzer, physicien autrichien, était expulsé de France en 69 pour son aide aux déserteurs américains. Il rentre en France pour passer sa thèse. Mais comme au même moment, Pompidou serre la pince à Nixon, la C.I.A. ne va pas laisser passer ça. Et ce sont les PROFS DU JURY QUI SE CHARGENT DE LE REMETTRE AUX FLICS, aidés par le secrétaire général VIENNOT.

PROFS-FLICS DEHORS !

En une semaine, un mouvement de grève va se développer à la fac, dans les amphis et les labos. Des assemblées générales vont regrouper de 500 à 1.000 étudiants, profs, chercheurs. Toute la colère des étudiants, des chercheurs, des profs va se faire jour.

LES REVISOS A LA RESCOUSSE DE L'ADMINISTRATION

Mais pour mener à bien la propagande, pour transformer en actions la colère des étudiants, on dénonce les révisos et l'A.J.S. Le but des révisos : éviter l'affrontement avec la bourgeoisie, pour cela, ils désamorcent l'affaire Schwaetzer, la réduisant à une histoire strictement universitaire de passage de thèse ; et ils s'activent pour empêcher les masses de s'exprimer et d'agir : ils crient à la provocation à toute action proposée, ils s'opposent à ce que les étudiants contestent les professeurs, ils différencient le mandarin — problème étudiant — du patron de labo — problème — qui-ne-vous-concerne-pas, alors que c'est le même individu. Ils veulent mettre le mouvement à la traîne des plus réactionnaires. Ainsi pour l'A.C.E.S. et l'administration, l'« affaire » est un « incident regrettable » et le jury a commis une « faute professionnelle ». Tout ce beau monde qui demande une enquête (les profs réac.) ou qui fait signer des pétitions (révisos-A.J.S.) est rompu à la manipulation d'A.G., et va se donner pour tâche de bloquer toute action en A.G., et se donner sans compter dans la propagande démobilisatrice.

LES BUREAUCRATES CONTRE L'ACTION !

Un collectif formé par le S.N.E.-Sup. (« gauchiste »), l'U.N.E.F. (H.R., P.S.U.), Rouge, H.R., P.S.U. et Gauche Proletarienne, se donne pour tâche d'organiser la propagande et l'action. Il prépare un meeting-procès de l'administration, après quoi on doit rendre justice. Mais ce collectif est aussi bureaucratique. Paralysé par les droitiers du S.N.E.-Sup. et par Rouge, qui craignent par dessus tout l'affrontement, il cogite en vase clos, et c'est le MOUVEMENT ETUDIANT QUI LE FORCERA A AGIR. Ces bureaucrates croient que les masses vont se tenir à ce qu'ils décideront, mais comme ils décident sans enquête, les masses agissent malgré eux.

Ce mépris des masses leur fait craindre l'action, et quand cette action a eu lieu, ils font la fine bouche, critiquent les initiatives qu'ils n'ont pas décidées, mettent unilatéralement en avant les aspects négatifs.

SCHWAETZER - NANTERRE, MEME COMBAT

Le meeting-procès est un grand succès : 1.000 étudiants. Un travailleur immigré du chantier, récemment licencié pour fait de grève, un autre du foyer d'Ivry déchaînent l'enthousiasme en parlant de la solidarité étudiants-travailleurs. Les révisos en prennent pour leur grade : dénoncés par les ouvriers immigrés, par les techniciens, par les étudiants, parce que partout ils mènent le même sa'e boulot de démobilisation et de flics.

Ils sont balayés avec les autres liquidateurs de Rouge par l'A.G. qui sort en manif., parcourt la fac, au cri de : SCHWAETZER-NANTERRE, MEME COMBAT, et de : « A BAS L'UNIVERSITE POLICIERE ». Des commandos organisés par le collectif peignent dans les labos, dans la salle de thèse : PROFS-FLICS DEHORS. Mais les manifestants veulent eux-mêmes rendre justice, ils ne veulent pas rester en potiche à attendre les commandos, ils crient : CHEZ ZAM !

Les grilles qu'il a fait poser devant sa porte ne résistent pas, et les dossiers de Zam volent par la fenêtre. Ici la détermination des étudiants est exemplaire.

Il ne manquait à cette détermination qu'une direction clairvoyante pour terminer proprement la tâche, en prenant Zam et son garde du corps par la peau des fesses pour les foutre hors de la fac.

Les réactionnaires redoublent leurs coups, au premier rang les révisos, qui nous traitent de fascistes, avec Zam qui n'a pas « reconnu ses étudiants ».

Tous les droitiers du mouvement étudiants les secondent dans cette tâche en ne remarquant dans cette action que des déprédations. Ils s'appuient sur une idéologie pacifiste encore très ancrée.

Mais tous les dossiers pris à l'administration vont nous permettre de mieux l'accuser : les photos éloquentes du doyen se saoulant la gueule avec les industriels avec lesquels il règle notre sort, et tous les dossiers qu'il faut maintenant éplucher.

TIRER LE BILAN DES ERREURS PASSEES POUR EN EVITER LE RETOUR

Cette lutte, les marxistes-léninistes la continueront d'autant mieux en tirant un sérieux bilan de ces derniers jours. Nous avons été au premier rang dans l'action, mais poussés au derrière par les masses. C'est que depuis longtemps, nous ne sommes pas tournés vers les masses, organisés pour l'action. Nous ne pouvons prétendre au titre d'avant-garde sans le travail conséquent.

Notre principale activité est l'agitation et la vente du journal au resto-U. où la masse des étudiants circule, c'est un travail superficiel, un travail de « marché », ne permettant pas d'organiser les progressistes pour l'action. Il faut aller là où les masses peuvent s'unir et passer à l'action. Nous devons maintenant subordonner notre travail de « marché » à notre implantation dans les lieux de travail (pour la fac., les travaux dirigés). Cette liaison concrète avec les masses permettra de débiter un véritable travail suivi de formation idéologique.

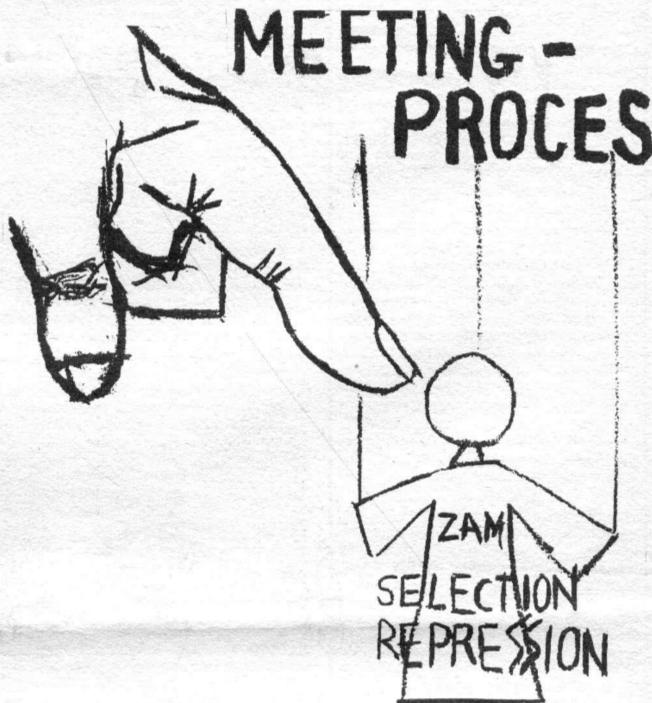
Ce qu'il faut, c'est faire de chaque M.-L. un agitateur qui regroupe autour de lui les progressistes et les organise dans le cadre de l'amphi.

Cette absence de direction politique et organisationnelle par rapport aux masses a révélé notre propre faiblesse organisationnelle : notre travail s'est éloigné des préoccupations des

étudiants, ce qui nous empêche de susciter la colère.

Cette autocritique nous est exigée par l'enthousiasme des masses, plus grand que ce qu'on pouvait espérer. Tous ceux qui attendaient mieux de nous ne doivent plus être déçus.

Fac. des Sciences - Paris C.D.H.R.



PARIS : GRÈVE AU LYCÉE BERGSON

350 élèves ont fait une grève de cinq jours au lycée Bergson, pour protester contre le décret Guichard sur la seconde langue, décret qui s'inscrit dans le cadre de la sélection et de la rentabilisation de l'université.

La grève a été positive, sur plusieurs points en particulier :

- 1) Un comité de lutte est né de cette grève, regroupant les différentes tendances du mouvement lycéen de Bergson (réformistes et révisionnistes de l'U.N.C.A.L. entre autres) et surtout l'ensemble des lycéens progressistes, dans une unité à la base ;
- 2) Les lycéens ont compris qu'à un certain moment de la lutte, il faut passer outre le règlement intérieur fait par des réformistes et des réactionnaires de tous poils (tenue de meetings dans le hall d'entrée pendant les cours, utilisation d'une « sono ») ;
- 3) De nombreux lycéens du premier cycle ont fait leurs 1^{er} armes, avec un réel enthousiasme (aussi bien pour faire des affiches que pour crier spontanément des mots d'ordre tels que : « Ce n'est qu'un début... ») ;
- 4) Les élèves ont montré qu'ils pouvaient et voulaient organiser, structurer une grève, qu'ils n'étaient pas de « jeunes irresponsables » ;
- 5) L'administration s'est démasquée comme démagogue (on est d'accord avec vous mais faites plutôt une pétition, textuel !) et comme flic (téléphonant aux parents d'une dizaine de camarades pour les « avertir » et les menacer d'exclusion) ;
- 6) Des débats politiques ont eu lieu, dénonçant l'enseignement de classe, popularisant la lutte des étudiants de Nanterre, de Censier et de Vincennes ;
- 7) Les réformistes de l'U.N.C.A.L. et de la Jeunesse Communiste se sont démasqués, en prenant part à la grève

sans enthousiasme, essayant de freiner et même de briser la grève (dès le 2^e jour de lutte, la Jeunesse Communiste proposait de suspendre la grève pour attendre la prise de position des S.N.E.S. ! (qui serait d'ailleurs contre la grève). Il est à noter que la grève a permis de voir un désaccord entre les différents membres de la Jeunesse Communiste certains prenant les positions des militants révolutionnaires sur le moment, pour revenir brusquement sur des positions réformistes le lendemain matin (après réunion au sommet, probablement).

L'A.J.S. s'est démasqué comme opportuniste. D'accord pour la grève, elle proposait pourtant, au 3^e jour de lutte, de l'arrêter pour attendre l'avis de S.N.E.S. Et oui, la même position que les révisos ! L'A.G. vota, unanimement moins 2 voix pour continuer la grève. Les élèves adoptaient les positions défendues par les militants d'H.R. : Continuer, ne pas se mettre à la remorque du S.N.E.S. D'autre part, un tract intitulé comité de grève Bergson, signé imprimerie spéciale A.J.S. fut parachuté à Bergson, et les lycéens de base de l'A.J.S. refusèrent eux-même de le distribuer, éternelle magouille des trotskystes !

9) Les lycéens de Balzac, de Voltaire sont venus à Bergson. Des lycéens de Bergson ont été à Voltaire. Des tracts (1.500) ont été distribués sur le quartier.

Malgré certains points négatifs (350 élèves en grève sur 1.250 pour le 2^e cycle), la grève fut une réussite. Le Comité de lutte reste, les militants d'H.R. vont tout faire pour qu'il se développe. Une fois de plus, les mots d'ordre de UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION. DES COMITES DE LUTTE, DES COMITES DE BASE partout se sont vérifiés dans la pratique. Cercle Humanité Rouge du Lycée Bergson.

Vincennes :

les appariteurs nazis démasqués



Les œuvres ici reproduites ne sont ni des canulars de mauvais goût, ni le produit d'un cerveau déséquilibré, ni celui d'un nostalgique inoffensif de l'ordre nazi d'il y a 25 ans. Non, ils sont l'œuvre d'appariteurs de la faculté de lettres de Vincennes préposés à la surveillance de ces étudiants qui comme chacun sait sont immoraux, décadents et drogués !

Comment ces « œuvres » ont-elles été découvertes ? Après avoir trouvé un micro émetteur dans le plafond d'une salle de réunion politique, le mercredi 4-3-70 les militants à la recherche du récepteur ont fouillé certains locaux de la fac dont la salle des appariteurs. C'est là qu'ont été découverts : nerfs de boeufs, revolver à balle lacrymogène, barres de fer, dessins et poèmes nazis et des fiches de renseignement sur les militants. Après ces découvertes le doyen Carbot et le recteur Mallet se sont indignés et ont décidé le renvoi des appariteurs concernés. Alors de quoi nous plaignons-nous ? Sur ce si les autorités universitaires avaient su un peu plus tôt de quoi il retournait, elles auraient agi avec promptitude !

Car voilà en fait ce qu'on veut nous faire gober. Le malheur c'est que ça ne cadre pas avec les faits et que les faits ont le défaut d'être témoins.

A qui fera-t-on croire que le micro émetteur n'était qu'une pièce de musée et les matraques des cures-dents ?

La vérité c'est qu'à côté des flics en uniforme qui ont récemment goûté de la détermination des étudiants révolutionnaires à Nanterre, Guichard-Marcellin-Pompidou et consorts entreprennent également de briser notre lutte par l'infiltration de flics en civil et de fascistes en tout genre dans l'administration des facultés. Ceci bien entendu avec la complicité des traitres participationnistes de l'Union des Etudiants « Communistes » qui ne tardera pas à voir dans l'affaire des appariteurs fascistes-flics une provocation « gauchiste ». Quoiqu'il en soit après cette affaire la masse des étudiants de Vincennes sait encore un peu mieux à quoi s'en tenir quant à « l'ordre moral » que prétend nous imposer le gouvernement.

Pas plus que les camarades étudiants de Nanterre ne tolèrent la soldatesque de Marcellin nous ne tolérerons pas quant à nous la police balisée ou non sur notre faculté.

C.D.H.R. - Vincennes.

Lisez
"La plate-forme
des m.-l.
sur le front
étudiant"

0,50

0,90 contre envoi

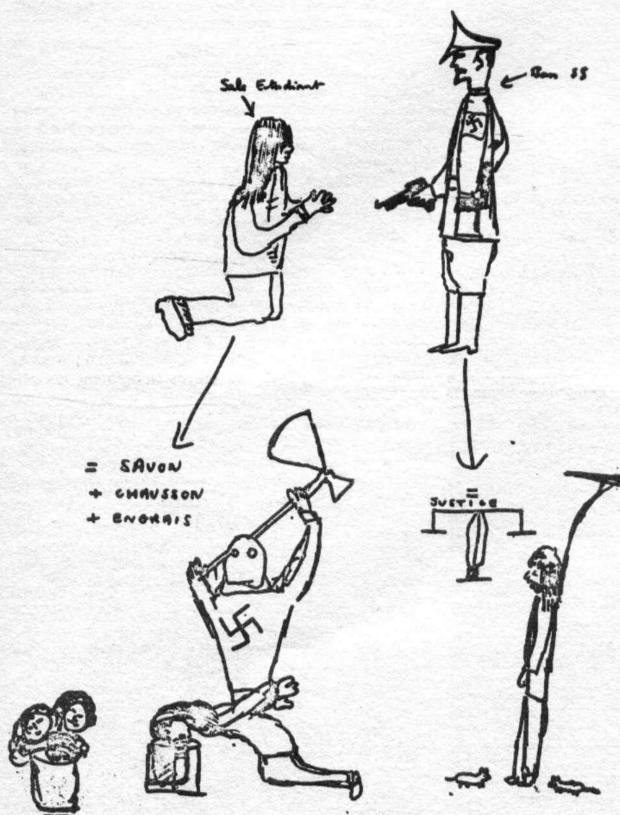
CENSIER :

TROTSKYSTES — RECUPERATEURS DU MOUVEMENT DE MASSE

Absents lors des combats de mardi contre les flics à Nanterre, les trotskystes de l'A.J.S. et de la Ligue Communiste avaient convoqué une assemblée générale de réparation pour un meeting de démobilisation à Nanterre.

Vendredi dernier, selon leurs pratiques habituelles, ils avaient massé sur la tribune une série d'orateurs plus défaitistes les uns que les autres et au pied de la tribune leur S.O. Après avoir monopolisé la parole pendant 3/4 d'heure, les trotskystes voulaient interdire à un étudiant de Nanterre de la Gauche Proletarienne de prendre la parole. A ce moment la juste colère des étudiants éclata, les

C.D.H.R. - Censier.



L'impérialisme traqué en Asie, Afrique et en Amérique Latine

Le combat victorieux du peuple vietnamien, et celui, de plus en plus efficace, du peuple palestinien, obligent les révisionnistes de tout acabit à afficher à leur égard, une solidarité tactique et limitée, qui ne les empêche d'ailleurs pas de continuer à pactiser avec l'impérialisme yankee.

Les récentes victoires du peuple Lao et de son armée populaire sur le même ennemi impérialiste et ses valets locaux les obligent à adopter, là aussi une attitude analogue, ce qui les enrage.

Mais les dirigeants révisionnistes russes et leurs subalternes français et autres continuent de faire le silence sur le développement impétueux de la lutte populaire, y compris sous sa forme armée dans de nombreux pays de la « zone des tempêtes ». Rien que depuis la mi-février, des nouvelles excellentes sont parvenues de toute une série de pays.

THAÏLANDE

Ainsi, en Thaïlande, selon la radio révolutionnaire « La voix du peuple Thaïlandais », l'armée populaire impulsée par le Parti Communiste de Thaïlande a ouvert depuis le début janvier, de nouveaux fronts dans les provinces de Kampangpahr et Tak dans le Nord du pays et Kamphengpetch, dans le centre.

Durant la même période, l'armée populaire a livré plus de 90 combats contre les forces yankees et fantoches, mettant hors de combat plusieurs centaines d'ennemis, détruisant un important matériel, dont plusieurs hélicoptères.

BIRMANIE

En Birmanie, les forces armées populaires dirigées par le Parti Communiste birman, agissant conjointement avec les forces des nationalités minoritaires ont étendu le champ de leurs actions à de nouvelles et vastes régions du pays.

Des combats victorieux ont été livrés aux forces réactionnaires, notamment dans les régions de Thayetmyo, Loikaw, Kaykkami, Akyab, Ensada, Basseim, Maungmya, etc...

De nombreux policiers et soldats des forces réactionnaires ont été tués, et un important matériel saisi, y compris plusieurs bateaux, capturés sur le fleuve Irraouaddy.

PHILIPPINES

Aux Philippines, le 18 février, un grand meeting a réuni plus de 60.000 ouvriers, étudiants, paysans. Les participants, rejoints par de nombreux habitants de Manille ont manifesté dans la rue contre l'impérialisme yankee, qui détient toujours plusieurs grandes bases militaires dans le pays. Malgré l'intervention de l'armée et de la police, les manifestants ont durement attaqué l'ambassade U.S., lui infligeant d'importants dégâts.

Une nouvelle manifestation s'est déroulée le 21 février, organisée par les étudiants, contre la sauvagerie des occupants yankees, qui, depuis juillet 1969 seulement, ont assassiné 16 civils.

Aux cris de « yankee go home ! » ils ont affronté plus de 4.000 policiers et soldats. Plus de 100 jeunes ont été blessés.

Mais de nouvelles manifestations aussi résolues se sont déroulées les jours suivants, exprimant la volonté du peuple philippin de bouter hors du pays les occupants impérialistes.

INDE

En Inde, le Parti Communiste marxiste-léniniste, levant haut le drapeau de la lutte déclenchée voici plus d'un an à Naxalbari (Bengale), organise partout la lutte armée paysanne contre les propriétaires fonciers rapaces et les fonctionnaires cupides des gouvernements central et provinciaux.

Dans la région de Srikakulam (Andhra-Bradesh) les forces armées populaires ont créé une solide base, peuplée de plusieurs dizaines de milliers de paysans. La lutte s'est intensifiée également en Assam, au Bengale occidental et dans le Goudjerath.

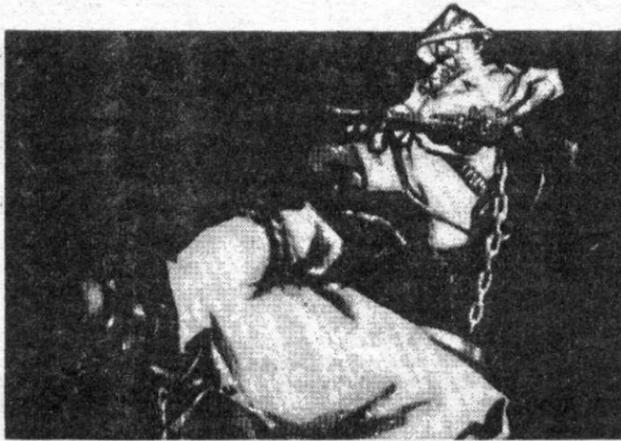
Le gouvernement d'Indira Gandhi et les cliques réactionnaires rivales, affolées par cette situation, sont impuissantes à empêcher le développement de la lutte armée du peuple indien, fort de plus de 500 millions d'être humains. Ce fait est un des événements majeurs des années 1969 et 70.

ARABIE

En Arabie occupée par l'impérialisme britannique, le Front de libération du golfe arabe contrôle désormais entièrement les 9/10^e de la province du Dhofar.

Les forces mercenaires britanniques, bloquées dans quelques bourgades côtières, subissent de lourdes pertes dès qu'elles se hasardent hors de leurs blockhaus. Le 2 février, un avion militaire britannique a été abattu par les forces armées populaires au-dessus de la zone libérée.

Le Front de libération du golfe arabe occupé sait qu'il peut compter sur l'appui militant de la



Les soldats de l'Armée populaire de Thaïlande étudient les œuvres de Mao Tsé-toung.

grande Chine populaire. Au début de ce mois une délégation du commandement de l'armée populaire du golfe arabe, dirigée par Talal Saad a été reçue à Pékin par d'importants dirigeants du P.C.C. et du gouvernement de la République populaire de Chine.

KALIMANTAN SEPTENTRIONAL

Au Kalimantan septentrional (ex « Bornéo-Britannique ») durant le mois de février, les forces populaires ont attaqué avec succès une base navale et une colonne des forces armées des fantoches de Malaysia, équipés par l'impérialisme américano-britannique, leur infligeant de lourdes pertes.

A la suite de ces actions, le gouvernement malaisien, affolé, a déclaré l'état de siège dans toute la province de Sarawak, déchaînant une répression fasciste contre sa population. Cela ne sauvera pas les fantoches malaisiens en perdition.

GUINÉE-BISSAU

En Guinée-Bissau, un communiqué publié le 18 février à Alger par le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du cap Vert annonce que du 1^{er} décembre au 15 janvier, les forces armées patriotiques ont tué ou blessé 125 officiers et soldats des troupes coloniales portugaises, détruit 25 véhicules militaires, abattu un avion et occupé un camp ennemi.

ZIMBABWÉ

Au Zimbabwe (Rhodésie) les guerilleros ont tenu avec succès plusieurs embuscades aux forces du gouvernement raciste de Ian Smith. Celles réalisées les 21 et 24 janvier dernier ont causé la mort de onze mercenaires colonialistes dont un commandant.

NAMIBIE

En Namibie (Sud-Ouest Africain). Un communiqué publié le 28 février à Dar es Salaam indique que les guerilleros namibiens ont causé, depuis la mi-décembre, de lourdes pertes aux forces du gouvernement raciste sud-africain, notamment dans les régions de Grootfontein, Okavango, et près de la frontière du Botswana. Les guerilleros ont tué ou blessé de nombreux combattants ennemis et capturé une grande quantité de matériel.

MOZAMBIQUE

Au Mozambique, selon un bilan publié à Dar es Salaam, au cours de la période s'étendant de septembre 1969 à janvier 1970, et dans la seule province de Tete, les forces armées patriotiques ont tué plus de 350 soldats et officiers colonialistes portugais, détruit 55 véhicules et plusieurs postes et camps ennemis, et fait sauter 3 ponts.

COLOMBIE

En Colombie, l'armée populaire de libération, dirigée par le Parti Communiste (M.-L.) de Colombie a remporté de grandes victoires, au cours du dernier semestre 1969, renforçant les bases rouges déjà créées et attaquant partout l'armée et la police réactionnaires.

La campagne d'encerclement et de répression menée par ces dernières contre les régions rurales de Sinu, San Jorge et Cauca s'est soldée par un fiasco total.

Courant janvier, les combattants populaires ont étendu leurs opérations à la province d'Antioquia. Dans cette province, ils occupent le 13 janvier le village de Mutata, après avoir tué en combat le chef de la police. Un hélicoptère des forces de répression a été abattu et un important matériel saisi, est venu grossir l'arsenal des combattants populaires.

PÉROU

Au Pérou, les ouvriers, les étudiants et les paysans de nombreuses régions renforcent leur lutte contre le régime militaire qui se prétend anti-impérialiste, mais maintient intactes les structures oppressives de la société péruvienne.

CHILI

Au Chili, comme au Pérou, les dernières semaines ont été marquées par de nombreuses grèves ouvrières et manifestations paysannes d'un bout à l'autre du pays.

A Lhanquihue, Nuble, Talca, Concepcion, notamment, des milliers d'ouvriers agricoles ont occupé les grands domaines des propriétaires fonciers, et font face résolument à la répression.

D'un bout à l'autre du monde semi-colonisé ou colonisé, les peuples se dressent et brisent leurs chaînes. Ils savent que pour assister aux funérailles de l'impérialisme, il ne faut pas attendre qu'il meure de vieillesse. C'est pourquoi ils ont pris le fusil et ne le lâcheront plus.

Impérialistes et colonialistes, condamnés, infligeront encore de grands dommages aux peuples du monde entier. Mais cela n'empêchera pas leur élimination de la scène de l'histoire.

LE COURRIER DES NOS LECTEURS

Anancy, le 12-2-70

Chers camarades,

Nos amis lecteurs d'Anancy, et moi-même, sommes navrés du dernier numéro (n° 46). Nous avons négligé jusqu'ici de prendre la plume, mais cette fois, nous estimons de notre devoir de critiquer sévèrement la rédaction : le nombre des « coquilles » dépasse la limite permise.

A commencer par l'article signé Jacques Jurquet sur le 19^e Congrès du parti révisionniste, cet article ne nous apprend rien de nouveau, pas même à propos du projet de thèses révisionniste, dont la seule « nouveauté » théorique était d'affirmer que la « démocratie avancée par le socialisme » serait une étape de courte durée. Ceci n'est pas signalé, alors que cette thèse révèle la démagogie à toute épreuve des dirigeants révisionnistes qui sentent l'impatience gagner la base, devant les difficultés de leur politique d'unité au sommet avec les chefs sociaux-démocrates et réformistes.

Les seuls passages intéressants de ce long article sont malheureusement des curiosités littéraires, comme en bas de la première page, dernière colonne, où on répète 5 fois de suite que les révolutionnaires ont dû verser leur sang pour faire la révolution.

L'affirmation plus sobre de la fin du paragraphe précédent suffisait : « Les masses populaires ont toujours dû consentir des sacrifices pour impulser les transformations de la société ». L'évocation naturaliste qui suit n'ajoute rien de bon, elle sert de repoussoir. Nous

Chers camarades D'Anancy - L'administrateur de « L'Humanité Rouge » m'a communiqué votre lettre du 16 février destinée à apporter votre contribution de critiques constructives pour améliorer le contenu de notre journal.

Dans cette lettre vous avancez un certain nombre de remarques sur l'article que de remarques sur l'article que j'ai consacré de le n° 46, visionniste. Il me semble que vous avez raison de souligner qu'il aurait fallu démasquer la démagogie révisionniste consistant à présenter une thèse de « démocratie avancée pour le socialisme » comme devant constituer une étape de courte durée. J'espère que d'autres articles consacrés au même sujet seront à même de combler cette lacune. Si vous mêmes le rédigez, notre hebdo pourrait passer un papier sur un point précis. Merci d'avance éventuellement.

Par contre, je ne peux accepter vos griefs sur d'autres points pour des raisons toutes simples que je vais vous exposer :

1) Sur le fait que soit répété cinq fois en bas de la première page, dernière colonne, que les révolutionnaires ont dû verser leur sang, mon article a presque paraphrasé le point 12 des Propositions du Comité Central du Parti Communiste Chinois (les 25 points) qui dit notamment :

« Est-il possible d'éviter

ne sommes pas en Chine. Ou alors faut-il espérer que le lecteur nouveau ne lira pas ce passage ? Quel homme sain d'esprit acceptera avec joie le sacrifice qu'on lui décrit aussi lourdement ? Une résistance aussi lourde n'est pas de nature à faire progresser les travailleurs et les progressistes vers les idées marxistes-léninistes.

Page suivante, deuxième colonne. On vient donc d'affirmer qu'il faut « verser son sang » et là, on affirme que la politique révisionniste a conduit à l'échafaud. Phrase curieuse : où et quand la politique révisionniste a-t-elle conduit — en France, entendons-nous bien — à l'échafaud si ce n'est pendant l'occupation allemande ? Or, cette époque était précisément un cas où il fallait verser son sang. Quel procès douteux intenté-on au parti alors communiste ?

L'analyse proclamée jusqu'à aujourd'hui était que le P.C.F. avait commis, déjà avant 1956 de graves fautes opportunistes (fin du Front Populaire, Libération), mais qu'il s'en était tenu, sous l'occupation à une juste ligne de lutte. Jusqu'à présent, on faisait dater le début de la trahison en 1956, année du 20^e Congrès du P.C.U.S. et voilà qu'en première page de l'article, 2^e colonne, milieu du 2^e paragraphe, on insinue plus explicitement, si on peut dire, que le P.C.F. aurait trahi la Résistance. Ce genre de perles n'est pas de nature à arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme ! (...)

complètement les sacrifices ? Ce n'est pas le cas avec les révolutions des esclaves, les révolutions des serfs, les révolutions bourgeoises et les révolutions nationales ; et cela n'est pas non plus le cas avec les révolutions prolétariennes... Celui qui prétend que la révolution ne peut être entreprise que si elle se développe sans à-coup, que si elle est garantie préalablement contre tout sacrifice et échec, n'est nullement un révolutionnaire... Quelles que soient les difficultés dans lesquelles ils se trouvent, quels que soient les sacrifices et les échecs... ».

Reportez-vous à ce point 12 et vous verrez que les camarades chinois nous demandent aussi qu'« en dirigeant les masses dans leurs luttes, le parti du prolétariat doit entreprendre, dans ses rangs et parmi les masses populaires, des préparatifs pour la révolution sur le plan idéologique... ».

Je reviens de Chine, et votre remarque « Nous ne sommes pas en Chine » m'inquiète. Car le Parti Communiste chinois — « qui n'est pas en France » — prépare son immense peuple à soutenir concrètement la révolution mondiale. C'est une question de principe. Mao dit « Où la révolution empêchera la guerre, où la guerre amènera la révolution ». Dans leurs préparatifs, les Chinois ne cessent de se référer au conseil de

Mao : « Ne craindre ni les sacrifices ni la mort ».

Oui, ils sont prêts à donner leur sang pour les peuples révolutionnaires du monde, pour nous si besoin. A l'inverse des révisionnistes soviétiques et autres. Je crois sincèrement, au surplus, que nombre de nos camarades sont aussi résolus à tous les sacrifices, dans la mesure où ils ont conscience que nous nous acheminons vers de très graves bouleversements. Si des travailleurs et progressistes « ne progressent pas vers les idées marxistes-léninistes » parce qu'on leur dit ces choses, que faut-il donc leur dire ? Devons-nous les tromper, ne pas leur dire la vérité ? C'est une importante question d'idéologie, de conception du monde, de l'histoire et de la vie.

Permettez-moi de vous inviter, chers camarades, à un approfondissement de cette question fondamentale. Elle constitue un point de démarcation d'avec l'idéologie révisionniste, et nullement une question de tactique. Lisez donc attentivement l'excellente brochure « La pensée Mao-Tsé-Toung, arme invincible ».

2) La politique révisionniste a conduit des militants à l'échafaud.

Ici, je pense que vous ignorez bien involontairement l'histoire de notre pays.

Il suffirait que vous vous reportiez à un ouvrage du Révisionniste n° 1 du P.C.F., « Fils du Peuple », de Thorez, lisez le chapitre VI, « La Guerre », et plus particulièrement les pages 170 (édition de 1954) en haut, et 174, et vous comprendriez aussitôt ce que j'ai évoqué, chers camarades, je crois qu'il y a quiproquo de votre part, car bien sûr, je n'ai pas voulu parler de l'échafaud des nazis, mais bel et bien de celui désiré, décrété et enfin utilisé par les socialistes sous le gouvernement de Vichy. Page 170, je cite Thorez : « Chasseigne, député (on est en janvier 1940) socialiste, futur dignitaire de Vichy, récla-

me pour les communistes une balle dans la nuque. Georges Barthélémy, autre député socialiste, exige pour eux la guillotine. Il cite notamment Catelas : son vœu devait être exaucé ».

Page 174, je cite : « Le gouvernement ne s'arrêtera pas en si beau chemin. Serrol, ministre S.F.I.O. de l'intérieur, décréta la peine de mort contre les français suspects de propagande communiste... ». Or, qui avait fait élire députés, ces traîtres, ces criminels ? Les communistes engagés dans leur ligne opportuniste de droite ! C'est tragique, mais c'est vrai. Je ne pense pas ici « tenter un procès douteux au parti alors communiste », chers camarades. D'ailleurs, vous pouvez encore vous reporter au célèbre discours autocritique de Thorez, en date de 29 octobre 1947, à propos du Front populaire. Un passage important et caractéristique en est cité dans mon propre rapport politique devant le Congrès de Puyricard (cahier rouge n° 1, page 10 - 1^{re} colonne - La pression de l'unité).

Si quelque chose ne vous paraît pas encore clair sur cette question, n'hésitez pas à m'écrire de nouveau, je m'efforcerai de vous répondre.

3) Enfin, vous semblez croire que notre analyse du révisionnisme dans le P.C.F. en fixe l'apparition en 1956, année du 20^e Congrès. Si vous vous reportez encore à mon rapport politique en relisant tout le passage intitulé « Le révisionnisme en France », vous constaterez que s'y trouve proposé d'étudier toute l'histoire du P.C.F. et que des graves positions opportunistes de droite y sont signalées dès avant 1939. (les œuvres d'Hô-Chi-Minh ne sont d'ailleurs nullement muettes à ce sujet). (l'interview de Thorez au Times sur le « passage pacifique » date de 1946). S'agit-il de jeter « l'enfant avec l'eau sale » ? Evidemment non. Je peux vous assurer, par exemple que la période 1949-28 mai 1952

fut une période de luttes intenses très justes. Quant à celle de la résistance, que j'ai personnellement vécue, et au cours de laquelle j'ai adhéré au P.C.F., elle fut exaltante, héroïque pour les vaillants militants restés en France, sinon certes pour Thorez à Moscou et W. Rochet à Londres. Vous paraissez m'avoir mal compris sur ce point, j'ai donc dû mal expliquer mon point de vue.

Sur la trahison de 1945, les choses sont très précises. C'est le retour de Thorez qui a imposé la ligne droitiste. Jusque là, Duclos avait donné au Parti une ligne juste en général. Des textes en font foi sans ambiguïté.

Ce que j'en ai écrit figure aussi dans les archives du mouvement communiste international, dans les critiques portées au P.C.F. dans le cadre du Bureau d'information des P.C. et ouvriers (Kominform) en 1949.

Chers camarades, j'espère vous avoir apporté assez de références pour que vous étudiez ces points d'histoire extrêmement importants.

Votre réaction m'a beaucoup intéressé, parce que « Ligne Rouge », un groupe de conceptions trotskystes (sans le dire), m'accuse de défaut exactement inverse : selon lui, je serais un abominable révisionniste défenseur acharné du P.C.F. !

Je ne vous cache pas que je préfère cent fois vos critiques — d'ailleurs formulées comme il convient dans un but constructif — à celles de ces individus avec qui nous n'avons rien à faire.

Je vous remercie de votre lettre, qui comporte d'autres critiques reconnues comme justes par le comité de rédaction, dont je suis. Ecrivez-nous encore, faites encore des critiques, c'est là une forme positive de soutien à notre H.R., en plus de sa diffusion et de l'envoi d'articles que nous sollicitons toujours auprès des militants.

Avec mes sentiments communistes marxistes-léninistes.

Jacques Jurquet.

A propos de l'appréciation faite de la gauche prolétarienne

Après « voyous fascistes » voici les « actions de type fascistes ».

Ainsi une nouvelle fois apparaît dans l'H.R. cette caractérisation monstrueuse de la G.P.

Le fait que « la violence » ait été utilisée contre les camarades H.R. ne permet en rien, évidemment de fonder une telle appréciation.

Que de telles choses puissent être écrites montre tout d'abord qu'aucune analyse sérieuse n'a encore été faite de la G.P. Les appréciations les plus diverses ont cours d'anarchisme à fascisme en passant par aventurisme...

Le besoin d'une analyse conséquente est donc clair. C'est pourquoi la rédaction du journal a entièrement raison de demander qu'on lui adresse des « informations précises sur les actions menées par la G.P. ».

Mais d'ores et déjà il est également clair que la politique de la

G.P. n'a absolument rien à voir avec l'appréciation qu'en font les camarades de Marseille.

Ce n'est donc pas seulement un manque d'analyse qui permet d'expliquer leur attitude mais surtout des conceptions politiques erronées.

« Pendant une période déterminée il y a toujours une tendance principale qui dissimule en même temps une autre tendance.

Par conséquent dans la lutte contre la tendance de droite il se peut que la tendance gauchiste fasse son apparition et dans la lutte contre la tendance gauchiste il se peut que la tendance de droite fasse son apparition ».

Citation récente parue dans H.R. 46.

Mais la responsabilité principale dans tout cela incombe à la rédaction du journal qui en laissant passer cette lettre a manqué à jouer son rôle idéologique et politique.

Bien plus dans la conjoncture politique actuelle, caractérisée du côté du révisionnisme par une campagne politique et militaire forcénée (Nanterre, Boulogne-Billancourt...) contre les militants marxistes-léninistes se réclamant de la pensée de Mao Tsé-toung, et menée sous la bannière de la croisade contre le « fascisme maoïste », laisser passer une telle lettre peut apparaître comme une manifestation d'opportunisme à l'égard des révisionnistes du P.C.F.

Salutations communistes Cercle H.R. de Vincennes.

N.B. — Nous sommes d'accord avec les camarades et la rédaction de l'H.R. reconnaît son erreur ; elle n'aurait pas dû laisser passer l'expression « de type fasciste ». Cette appréciation n'est pas de nature à favoriser l'enquête (demandée par l'H.R.) sur les actions de la G.P. ni l'adoption d'une position conséquente envers cette organisation.

"LA GRANDE AMITIÉ"

Un texte de MAO TSÉ-TOUNG, écrit à la mort de Staline (5 Mars 1953)



Joseph Staline, le plus grand génie de notre temps, le grand éducateur du mouvement communiste international, le compagnon d'armes de l'immortel Lénine, nous a quittés pour toujours.

L'apport du camarade Staline à notre époque, en ce qui concerne son œuvre aussi bien théorique que pratique, est inestimable. Le camarade Staline est le représentant de toute une époque nouvelle. Son œuvre a permis au peuple soviétique et aux travailleurs de tous les pays de modifier toute la situation internationale. Cela signifie que la cause de la justice, de la démocratie populaire et du socialisme a remporté la victoire sur un secteur immense du monde, un secteur comprenant le tiers de la population du globe, soit plus de 800 millions d'habitants. L'influence de cette victoire s'étend de jour en jour en tous les points du monde.

Le décès du camarade Staline a provoqué un deuil sans exemple parmi les travailleurs du monde entier. Il a profondément affecté tous les honnêtes gens. Ce qui prouve que la cause et les idées du camarade Staline ont pénétré les larges masses populaires du monde entier, et qu'elles sont déjà devenues une force invincible. Cette force permet aux peuples qui ont déjà triomphé de remporter coup sur coup de nouvelles victoires, et, en même temps, elle permettra à tous ceux qui souffrent encore sous le joug du vieux monde capitaliste pourri de vices de livrer hardiment assaut aux ennemis du peuple.



L'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre fut célébré le 7 novembre 1941 comme les années précédentes, tandis que les assauts des troupes hitlériennes se brisaient devant Moscou. Notre photo : Staline prononçant son discours pendant la revue militaire sur la Place Rouge, le 7 novembre 1941.

Après la mort de Lénine, le peuple soviétique a édifié sous la direction du camarade Staline une société socialiste claire, radieuse, dans le premier Etat socialiste au monde que celui-ci a créé avec le grand Lénine lors de la Révolution d'Octobre.

La victoire de l'édification socialiste en Union Soviétique n'est pas seulement une victoire pour le peuple soviétique mais aussi la victoire commune des peuples du monde entier. Tout d'abord, cette victoire a inscrit dans la vie elle-même la preuve de la justesse absolue du marxisme-léninisme ; elle a enseigné concrètement aux travailleurs du monde entier la marche à suivre pour arriver à une vie heureuse. Cette victoire a également permis à l'humanité d'écraser la bête fasciste pendant la deuxième guerre mondiale. On ne peut imaginer qu'il ait été possible de remporter la victoire sur le fascisme sans la victoire de l'édification socialiste en U.R.S.S. La victoire de l'édification socialiste en U.R.S.S. et la victoire dans la guerre anti-fasciste

sont directement en rapport avec le sort de l'humanité, et la gloire de ces victoires revient à juste titre au grand camarade Staline.

On doit au camarade Staline un développement classique de la théorie marxiste-léniniste dans tous les domaines ; il a ouvert une nouvelle période dans le développement du marxisme. Le camarade Staline a enrichi la théorie de Lénine sur le développement inégal du capitalisme, et la théorie sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays ; le camarade Staline a développé et enrichi la théorie de la crise générale du système capitaliste, la théorie de l'édification du communisme en U.R.S.S. Il a découvert et défini scientifiquement la loi économique fondamentale du capitalisme et la loi économique fondamentale du socialisme ; il a enrichi la théorie de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Le camarade Staline a aussi développé d'une façon créatrice la théorie léniniste sur l'édification du Parti. Tout cela a rassemblé encore plus étroitement les ouvriers du monde entier ainsi que toutes les classes opprimées et tous les peuples opprimés, ce qui a conféré une intensité sans précédent à la lutte de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés pour leur libération et leur bonheur, et a assuré à cette lutte des succès d'une ampleur inouïe.

Tous les ouvrages du camarade Staline sont autant d'apports immortels au marxisme. Ses œuvres : « Les principes du léninisme », « L'histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. » et son dernier grand ouvrage, « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. » sont une encyclopédie du marxisme-léninisme, une somme de l'expérience du mouvement communiste international au cours des cent dernières années. Son discours au XIX^e congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique est un précieux testament laissé aux communistes de tous les pays du monde.

Nous autres, communistes chinois, comme d'ailleurs les communistes de tous les pays du monde, nous trouvons dans les grandes œuvres du camarade Staline les voies de nos victoires.

Depuis la mort de Lénine, le camarade Staline n'a jamais cessé d'être la figure centrale du mouvement communiste international. Groupés autour de lui, nous avons constamment reçu de lui des indications et puisé dans ses œuvres la force idéologique. Le camarade Staline nourrissait une chaleureuse amitié pour les peuples opprimés de l'Orient. « N'oubliez pas l'Orient », tel fut le grand appel lancé par le camarade Staline après la Révolution d'Octobre.

Chacun sait que le camarade Staline était animé d'un amour ardent pour le peuple chinois et qu'il estimait immenses les forces de la révolution chinoise. Dans les problèmes de la révolution chinoise, il a fait preuve de la plus grande sagacité. S'inspirant de la doctrine de Lénine et de Staline et aidés par le grand Etat soviétique et par toutes les forces révolutionnaires de tous les pays, le Parti communiste chinois et le peuple chinois ont remporté, il y a quelques années, leur victoire historique.

Maintenant nous avons perdu notre grand éducateur et notre plus sincère ami, le camarade Staline. C'est un grand malheur. Aucune parole ne saurait exprimer la douleur que nous en éprouvons.

Notre tâche est de transformer cette douleur en force. Conservant pieusement le souvenir de notre grand éducateur Staline, le Parti communiste chinois et le peuple chinois ainsi que le Parti communiste de l'Union Soviétique et le peuple soviétique renforceront sans cesse leur grande amitié que symbolise le nom de Staline. Les communistes chinois et le peuple chinois apporteront encore plus de ténacité à l'étude des enseignements de Staline, à l'étude de la science et de la technique soviétiques, pour édifier leur Etat.

Le Parti communiste de l'Union Soviétique a été formé par Lénine et par Staline ; c'est le parti le plus avancé, le plus expérimenté et le plus éduqué théoriquement qui soit au monde. Ce parti a été notre modèle dans le passé, il le demeure dans le présent et il le sera aussi dans l'avenir. Nous sommes profondément persuadés que le Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique et le Gouvernement soviétique, dirigés par le camarade Malenkov, sauront parfaitement poursuivre l'œuvre du camarade Staline, faire progresser et développer brillamment la grande cause du communisme.

Il n'y a pas le moindre doute que le camp mondial de la paix, de la démocratie et du socialisme, qui a à sa tête l'Union Soviétique, renforcera encore sa cohésion et deviendra encore plus puissant.

Pendant plus de trente ans, l'enseignement du camarade Staline et l'exemple de l'édification socialiste en Union Soviétique ont contribué à faire avancer l'humanité à pas de géant. Maintenant l'Union Soviétique est devenue si puissante, la Révolution populaire chinoise a remporté une si grande victoire, l'édification dans les pays de démocratie populaire a enregistré de si grands succès, le mouvement des peuples à travers le monde contre l'oppression et l'agression s'est développé à un tel point et notre front de l'amitié et de l'unité s'est tellement consolidé que nous avons toutes raisons d'affirmer que nous ne redoutons aucune agression impérialiste. Toute agression impérialiste se heurtera à une riposte foudroyante de notre part, toutes les viles provocations aboutiront à un échec.

La grande amitié entre les peuples de la Chine et de l'Union Soviétique est indestructible parce qu'elle repose sur les grands principes de l'internationalisme de Marx, Engels, Lénine et Staline. L'amitié des peuples de la Chine et de l'Union Soviétique ainsi que des peuples des pays de démocratie populaire, l'amitié de tous les peuples épris de paix, de démocratie et de justice dans le monde entier, repose également sur les grands principes de l'internationalisme, et c'est pourquoi elle est également indestructible.

Il est compréhensible que les forces engendrées par cette amitié sont immenses, inépuisables et véritablement invincibles.

Que tous les agresseurs impérialistes et tous les fauteurs de guerre tremblent devant notre grande amitié !

Vive la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline !

Gloire au long des siècles au nom immortel du grand Staline !

ENVER HODJA SUR STALINE

... J.-V. Staline, dans toute son activité théorique et pratique, a été et reste l'un des dirigeants et l'une des personnalités les plus illustres non seulement de l'Union Soviétique et du Parti Communiste de l'Union Soviétique, mais aussi du mouvement communiste et ouvrier international, l'un des défenseurs les plus ardents et l'un des plus grands théoriciens du marxisme-léninisme. Son grand mérite réside dans le fait qu'il a été durant plusieurs années de suite un fidèle élève et un compagnon d'armes résolu de V. I. Lénine dans la lutte pour le renversement tsarisme et le triomphe de la grande Révolution socialiste d'Octobre, tandis qu'après la mort de Lénine, à la tête du Parti Communiste de l'Union Soviétique, il a fidèlement défendu le léninisme contre les attaques furieuses des trotskystes, boukhariniens, zinovievistes et autres ennemis et les a battus sur le plan idéologique et politique. J.-V. Staline... a développé davantage le marxisme-léninisme à propos d'une série de questions importantes de la société socialiste soviétique et de l'édification du socialisme et du communisme, il a apporté une précieuse contribution au renforcement du camp socialiste et du mouvement communiste international, et il a mis à nu le révisionnisme moderne...